

# Connaissez-vous Jules Joffrin ?

Page 13



MENSUEL INDÉPENDANT  
D'INFORMATIONS  
LOCALES -  
N° 11 - OCTOBRE 1995  
12 FRANCS  
7 rue du Ruisseau, 75018 Paris.  
Tél : 42 23 34 02

ISSN 1259-9034



Mur peint rue du Baigneur (création de Ricardo Mosner)

## Les murs du 18e prennent des couleurs

Page 16

**Nouvel immeuble  
rue des Abbesses :**  
le conflit judiciaire  
rebondit

Page 4

**Le Bus  
des Femmes  
et les prostituées  
de la porte  
de la Chapelle**

Page 5

**Les « bons plans »  
du lycée hôtelier  
de la rue Belliard**

Page 8

**Logements  
d'urgence :**  
où en est  
le 18e ?

Page 7

**Des noms  
de rues  
à la Goutte d'Or**

Page 12

**Fête  
des vendanges  
le 7 octobre**

Page 10

## Moskowa : tout n'est peut-être pas dit

Ce vieux quartier, avec ses ruelles pavées, ses jardins, est laissé à l'abandon : la municipalité, plutôt que de le réhabiliter, voulait tout détruire pour construire des immeubles de six et sept étages. La destruction a commencé, mais tout n'est peut-être pas joué.

Page 3



Thierry Nectoux

## La déchetterie

Envisagez-vous de faire une information sur les possibilités de recyclage des déchets de l'arrondissement ? Personnellement je fréquente régulièrement la «déchetterie» de la porte de la Chapelle, mais il me semble que peu de particuliers y portent leurs cartons, objets de métal, etc... Vu l'état de saleté de beaucoup de nos rues, ce serait bien de poser cette question.

Et mon problème n° 1 dans le quartier, les chiens et leurs saletés qui rendent les trottoirs impraticables, l'air puant, etc... Je crois que nous avons les rues les plus sales de Paris malgré les efforts des balayeurs et les tonnes d'eau déversées chaque jour en vain. Peut-être pourriez-vous attirer l'attention des gens sur la nécessité de faire quelque chose, cela me

paraît un sérieux problème d'hygiène publique.

Florence Perronin

Le problème de la déchetterie de la porte de la Chapelle, c'est qu'elle est difficile d'accès en voiture à partir du 18<sup>e</sup> arrondissement, en raison des sens interdits : il faut faire le tour par Saint-Denis. Or les déchets que les habitants du 18<sup>e</sup> pourraient y porter sont généralement volumineux, non transportables par le métro ou à pied. Signalons qu'il existe une autre déchetterie dans le 18<sup>e</sup>, au 70 boulevard de la Chapelle.

## Contre le bruit

Auriez-vous la gentillesse d'informer vos lecteurs que l'Association montmartroise de lutte contre le bruit vient de se créer ? Adresse : AMLCB, 19 rue André del Sarte, 75018, tél. 42 52 30 35.

Le Bureau de l'association

Le 18<sup>e</sup> du mois est édité par l'Association des Amis du 18<sup>e</sup> du mois, 7 rue du Ruisseau, 75018 Paris, tél. 42 23 34 02.

L'équipe de rédaction (entièrement bénévole) :

Bernard Boudet, Noël Bouttier, Abdelhak Briki, Claire Cartier-Cottin, Bertrand Combaldieu, Hélène Couteaux, François Florès, Jacqueline Gambin, Sylvain Garel, Isabelle Goux, B. Jamil, Chantal Juan, Fred Kalfon, Marie-Pierre Larrivé, Christelle Le Miller, Noël Monier, Thierry Nectoux, Claude Nègre, Jean-Claude Noyé, Erwan Perron, Patrick Pinter, Olivier Raynal, Sabadel, Jean-Yves Sparfel, Claude Thomas, Françoise Touttain.

## PETITES ANNONCES

### LOGEMENT, MAISONS : OFFRES

□ A vendre : Maison de charme, à 1 h 15 de Montmartre par la porte de la Chapelle. Campagne entre Soissons et Laon. 210 m<sup>2</sup> sur 2 niveaux. Double living, cheminée, 2 chambres + s. de b., 2 WC, bureau, salle de jeux, garage. Chauffage central. Grenier aménageable. Parfait état. Grand jardin. 700 000 F. Tél. 42 55 36 40.

### LOGEMENT : DEMANDES

□ Abonné du 18<sup>e</sup> du mois cherche, dans le 18<sup>e</sup> sud ou est, maison avec cour ou jardin, ou appartement avec terrasse ou balcon, minimum 80 m<sup>2</sup>. Tél. 42 51 64 28.

□ Cherche studio à acheter, avec balcon si possible, sur Paris 18<sup>e</sup> ou autre arrondissement. Maximum 300 000 F (même avec travaux à faire). Tél. 42 29 93 27.

### ASSOCIATIONS.

□ L'association *Les Amis du 18<sup>e</sup> du mois* lance un appel à ceux de ses lecteurs qui accepteraient de temps en temps de donner un coup de main pour des tâches concernant la diffusion (affichage, envoi des abonnements, etc...). Tél. 42 23 34 02.

□ Cherche animateur bibliothécaire

bénévole pour école primaire.

Tél. 42 55 48 03 (répondeur).

□ L'association *L'Écrit pour le Dire* recherche des auteurs de poésies ou contes, et des diseurs, comédiens ou comédiennes (bénévoles) pour des soirées poétiques. Recherche aussi grand local ou appartement pour soirées de lecture avec 30 personnes assises, prix maximum 250 F. Tél. 42 58 56 58.

### VENTES ET ACHATS DIVERS

□ Achète **vélo** adulte correct, si possible VTT, prix sympa.

Tél. Noël Bouttier, 42 52 75 48.

□ Vends **pneus neige** de Golf. Très bon état. Tél. 44 92 95 93.

□ Vends **chaussures d'escalade** (37) et baudrier. Très bon état.

Tél. 42 54 68 27 le soir.

### NOS TARIFS

10 F la ligne de 40 signes en moyenne. Supplément de 50 F pour une domiciliation au journal. Réduction de 50 % pour nos abonnés. Nous prenons les petites annonces sous les rubriques suivantes : Logements, maisons (offres et demandes). Ventes et achats divers. Troc. Emploi (offres et demandes). Associations. Messages personnels.

## Matériel scolaire et choix commerciaux

Un de nos lecteurs, commerçant à Montmartre, nous communique une circulaire envoyée aux parents d'élèves par la direction d'un collège de l'arrondissement pour leur indiquer la «*Liste des fournitures indispensables pour la rentrée*». Après l'énumération des cahiers, équerre, crayons, équipement de sport, de musique, etc., cette circulaire indique, à la rubrique «*Matériel pour arts plastiques*» : «*Il est vivement conseillé d'acquérir ce matériel dans des grandes surfaces.*» Notre lecteur nous demande : «*Trouvez-vous normal qu'un directeur d'école intervienne de cette façon dans le domaine du commerce ?*»

Nous ne pouvons que lui donner raison : on pourrait admettre qu'une association de consommateurs donne ce genre de conseils (bien que le problème de la concurrence entre grandes surfaces et petit commerce soit un peu plus complexe...), mais ce n'est certainement pas dans la fonction d'un service public.

## Le voyage des Islettes

**Quel dommage d'avoir écrit un article sur notre école (voir dans le n° de septembre l'article sur le voyage de l'école de la rue des Islettes) sans vérifier les renseignements que vous possédiez. Un coup de fil aurait été si simple. Pour information : le voyage a coûté 42.800 F (et pas seulement 28.000), nous avons obtenu 7.900 F de bourses, les parents ont payé 12.400 F, le projet coopératif de l'école a rapporté 7.000 F, nous avons obtenu des subventions diverses de la ZEP, de l'OCCE, reçu des dons (Tati, responsable de la mosquée, Fondation Nicolas Hulot, etc.), au total 28.300 F.**

**La Fondation Nicolas Hulot a versé 14.000 F et versera encore 14.000 F après bilan. Cette somme, ainsi que le reliquat, servira à financer un nouveau voyage l'an prochain.**

Mme Osmanovic, directrice de l'école

Nos informations provenaient de la Fondation Nicolas Hulot et nous n'avions pas compris qu'elles ne concernaient qu'une partie du financement.

Si nous n'avons pas téléphoné à l'école, c'est que l'article a été écrit en août, à un moment elle était fermée en raison des vacances. Mille excuses pour notre erreur.

## Vigipirate dans le 18<sup>e</sup>

La mise en œuvre du plan Vigipirate, annoncée le 7 septembre après les attentats terroristes de cet été, a eu diverses conséquences dans le 18<sup>e</sup> : des interdictions de stationner et des barrières de protection ont été installées devant les écoles, un certain nombre de conteneurs pour verres usagés (mais pas tous) ont été enlevés, les corbeilles à papier ont disparu de beaucoup de rues (mais pas toutes). Plusieurs alertes à la bombe ont provoqué l'évacuation de bâtiments ouverts au public, notamment chez Tati et au Sacré-Cœur. A chaque fois, il s'agissait de l'œuvre de mauvais plaisants.

## La sécurité des écoles

Dans notre arrondissement, une dizaine de jours après la mise en place de Vigipirate, nombre d'écoles n'étaient toujours pas protégées par un périmètre de sécurité. Au commissariat central du 18<sup>e</sup>, on pouvait obtenir cette réponse un tantinet agacée : «*On ne dispose que de 1 800 mètres de barrières et elles sont toutes utilisées. On a établi un ordre de priorité, d'abord les écoles juives, puis les crèches, les maternelles, les écoles élémentaires, enfin les collèges et lycées.*»

Cette argumentation est très défendable mais n'explique pas, pour ne prendre que quelques exemples, pourquoi l'école élémentaire et le collège Ste-Marie St-Vincent ont été protégés dès les premiers jours alors que la maternelle de la rue des Poissonniers et celle de la rue de Torcy ne l'ont pas été, pourquoi le collège Gérard Philippe n'a pas eu à attendre son périmètre de sécurité alors que les écoles de la rue Binet n'avaient toujours rien vu venir dix jours plus tard. Au total, dans une première période, à peine plus de 80 établissements sur un total de 140 avaient été «traités» sans qu'on puisse réellement comprendre quels critères avaient présidé au choix.

A la même période, chez nos voisins du 10<sup>e</sup> arrondissement, la situation semblait tout autre : on pouvait admirer, devant certains collèges privés, des alignements de barrières mobiles en des endroits où le stationnement était non seulement interdit mais déjà rendu impossible par des avancées de trottoir bordées de barrières fixes.

Bienheureux les habitants du 18<sup>e</sup> qui ont le ministre de l'Intérieur parmi leur conseil municipal !

B. Jamil

Le quartier de la Moskowa, un des plus pittoresques de l'arrondissement avec ses ruelles étroites, était voué à une démolition totale : ainsi en avait décidé le Conseil de Paris (voir le 18e du mois n° 3). Mais la crise immobilière a rendu moins «juteuse» l'opération pour les promoteurs, et une partie du quartier pourrait bien être préservée.

**N**'enterrons pas trop vite la Moskowa. Tout au nord-ouest du 18e, entre la rue Leibniz et le boulevard Ney, passé le prime abord des démolitions et reconstructions, on peut voir Sirou, Kamel, Côme, Nouma et les autres enfants de la rue Bonnet jouer toujours aussi paisiblement sur les pavés déchaussés.

Contre vents et marées, bulldozers et expulsions, le quartier garde son âme et sa bohème tenaces, avec ses ruelles biscornues, ses maisons basses et ses jardinets, malgré la ZAC votée en 1990 par le Conseil de Paris contre l'avis des habitants qui penchaient pour une réhabilitation en douceur.

Le projet initial de cette ZAC prévoyait une disparition totale : 160 petites bâtisses remplacées par des blocs d'habitation et de bureaux, et la population «déplacée»... Mais, dernier épisode d'un combat mené depuis des années par les habitants et leurs associations, l'année à venir ouvre des perspectives inespérées : le nouveau quartier pourrait conserver, autour de la rue Bonnet, un cœur villageois ancien, réhabilité, au milieu de constructions neuves.

### Sauver ce qui peut l'être

L'opération a pris en effet un retard considérable et la déclaration en ZAC, prévue pour sept ans, arrive bientôt à expiration. La crise de l'immobilier est venue s'ajouter aux pressions locales et aux déboires judiciaires de la Semavip, société chargée de la rénovation. L'opération immobilière, prévue comme juteuse (transformer, sur 4 hectares, 15.000 m<sup>2</sup> à bas prix en 45.000 m<sup>2</sup> neufs...), peine aujourd'hui à trouver des investisseurs. Sur cinq phases programmées, moins d'une est achevée. La phase 2 (extrémité ouest de



Thierry Nectoux

Sirou, un des «Moskokids»

## Il ne faut pas enterrer la Moskowa avant qu'elle soit morte

la rue Bonnet) est en panne et les choses pourraient évoluer : il reste de nombreux immeubles à sauver.

Quoi qu'il en soit, pour des années encore, des dizaines de familles habitent ici, dans un environnement dégradé par la rénovation. Les rues ne sont plus entretenues, la Semavip ne prend pas la peine de réparer les dégâts. Des ruines sont laissées à l'abandon. Coupures d'eau et d'électricité constituent le quotidien des habitants. Un minimum de mesures d'urgence s'impose rapidement quels que soient les choix futurs.

Fort logiquement, certains immeubles désaffectés depuis des années ont été squattés par des sans-logis. La plupart se sont intégrés au quartier, à l'exception d'un squatt récent rue Jean Dollfus, qui suscite l'inquiétude.

Dès son élection, la nouvelle équipe municipale du 18e a affirmé sa volonté de sauver ce qui peut l'être dans le quartier, tout en poursuivant son équipement et son amélioration.

### « Fait-on la ville en défaisant les quartiers ? »

Préalablement à toute poursuite d'une opération qui concerne encore environ 200 logements, un travail d'enquête et de suivi social approfondi est nécessaire. Nul ne sait plus qui et combien sont les habitants, quels sont leurs besoins, leurs souhaits et leurs possibilités. La plupart

sont très modestes, dans une situation fragile. Le ministère de l'Équipement s'intéresse à ce quartier si caractéristique et s'apprête à diligenter une étude sur son devenir intitulée : « Fait-on la ville en défaisant les quartiers ? ». L'École d'architecture de la Villette entreprend une analyse détaillée du bâti, en vue de contre-propositions d'aménagement.

### Le premier disque des Moskokids

Il reste plus de 120 logements sociaux «de fait». Il s'agit de petits appartements équipés, facilement réhabilitables, à loyer modéré. A l'heure où l'on recherche tant de logements sur Paris, plutôt que de progressivement et pour des années les vider ou les détruire (pour éviter les squatts, la Semavip démolit les toits et les planchers), on pourrait imaginer de les rendre à leur fonction de logement à bon marché.

La vie associative a été très affectée par l'intransigeance de la Ville de Paris : exemple, la destruction de l'Atelier des Enfants, 33, rue Bonnet. Mais d'autres locaux pourraient être affectés aux associations, et des initiatives se poursuivent.

Par exemple, les musiciens qui occupent le pavillon du 16, rue Bonnet ont monté un studio alternatif et pris en charge un groupe d'enfants de la rue, de 4 à 14 ans, les Moskokids. Après une cinquantaine de

concerts en France (qui ont valu leurs premières vacances aux enfants), les Moskokids ont terminé cet été dans le Larzac l'enregistrement de leur album, produit par Barclay qui les a repérés. On devrait très bientôt en entendre parler.

Malgré un acharnement caricatural à faire disparaître la Moskowa, la vie et l'espoir y repoussent entre les pavés.

André Desvignes

### Pas de trial de moto à Montmartre

C'est confirmé : les jardins de Montmartre n'accueilleront pas en novembre, comme les années précédentes, le trial international de moto. La raison est simple : la nouvelle municipalité du 18e n'a pas donné suite à la demande de subvention de 250.000 francs pour l'organisation de cette manifestation, considérant qu'il y avait d'autres priorités en matière sportive...

### Les associations sportives s'exposent

Dans le hall de la mairie, place Jules Joffrin, du 16 au 31 octobre, les associations sportives du 18e vont expliquer leurs réalisations et leurs projets, à travers une exposition de photos.

## La vieille dame obstinée

Une vieille dame refuse de quitter sa maison à Montmartre. Elle y est née, sa famille s'est transmis le bail de génération en génération comme on se transmet les objets. Sa maison, c'est un peu ses racines. Mais il y a quelques années des promoteurs immobiliers ont mis la main dessus. Histoire banale, trop peut-être.

La vieille dame reste là. Imperturbable, elle assiste à la fermeture des deux boutiques de l'immeuble. Les uns après les autres, ses voisins d'appartement déménagent. Mais ce n'est pas cela qui la fera partir. On lui propose de l'argent, on lui promet un logement neuf, rutilant. Elle refuse. Elle a pris racine ici il y a soixante-dix ans, pas question de la déloger.

Alors on cherche à la mettre mal à l'aise. La maison n'est plus entretenue, on laisse l'immeuble se dégrader : n'est-il pas destiné à la destruction ? Seule dans cet immeuble devenu lugubre, elle écoute les planchers craquer. Dans un des appartements voisins, vidé de ses meubles, les murs sont encore tapissés d'images pieuses, un peu désuètes, comme si dans leur précipitation, en partant, les occupants avaient oublié de décrocher ce qu'ils avaient eu sous leurs yeux la vie durant. Et entre ces murs, un jour, un plafond décide de s'effondrer...

Dans l'appartement du premier étage, la vie de la vieille dame continue. Entourée de ses souvenirs, de ses chats, elle reste là comme si de rien n'était. Un jour les propriétaires murent toutes les issues ou presque. Elle n'est même pas impressionnée. Seule, presque calfeutrée derrière les parpaings, elle est avec ses choses. Avec ses statues, celles qu'a sculptées son grand-père Julien Lorieux, élève de Falguière, grand prix de Rome en 1902.

Trop imposantes, certaines sculptures ne pourront jamais passer par la porte du 8, rue Joseph de Maistre. Car c'est là, dans l'îlot cadastral n° 69.121, le bâtiment peint par Van Gogh en 1887 depuis sa chambre de la rue Lepic, ce bâtiment voué aujourd'hui à la destruction, c'est là qu'essaie de vivre la petite-fille du sculpteur Lorieux.

Cet été, des squatters ont percé les ouvertures murées de l'immeuble. L'un d'eux a réussi à pénétrer jusque dans son appartement. Il n'a même pas eu l'air surpris de se trouver nez à nez avec elle...

Christelle Antoine

18<sup>e</sup>  
INFOS

## Le conflit sur le «tripôle Abbesses» rebondit

Juste avant les élections municipales, au début de juin dernier, le maire de Paris Jean Tibéri avait signé en catimini une modification au permis de construire de ce qu'on appelle le «tripôle Abbesses», c'est-à-dire le vaste bâtiment qui est en cours de construction entre la rue des Abbesses, la rue Véron et la rue Germain Pilon. Cette décision a entraîné le dépôt d'une plainte en justice par l'association des habitants *SOS-Abbesses*.

Pourquoi cela ? Pour le comprendre, rappelons les épisodes précédents : depuis le début, *SOS-Abbesses* conteste le projet, pour diverses raisons, notamment parce qu'y figurait un parking souterrain de 193 places sur 4 niveaux, débouchant sur la très étroite rue Véron (5 mètres de large), à proximité

immédiate d'une maternelle et d'une crèche... le rêve ! Une première plainte déposée par *SOS-Abbesses* avait abouti à un jugement de mai 1994 réduisant le nombre de places à 87, sur 2 niveaux.

### Deux places de parking en plus

La mairie de Paris, s'inclinant provisoirement, avait donc signé une première modification au permis de construire, avec effectivement 87 places de parking sur 2 niveaux. Mais en même temps, en juillet, elle faisait appel du jugement ; ce procès en appel n'est pas encore venu à l'audience.

Aujourd'hui, le maire de Paris, par la nouvelle modification du permis qu'il vient de signer, porte le nombre

de places de parking à 89. Deux places de plus, ce n'est pas beaucoup, mais ce qui fait dresser l'oreille à *SOS-Abbesses*, c'est que ces 89 places seraient réparties à nouveau sur 4 niveaux. En effet, jugement ou pas, le chantier n'a jamais été interrompu et les 4 étages de sous-sol ont bel et bien été construits. Alors, pourquoi maintenant ces 89 places sur 4 étages ? N'est-ce pas afin de créer un fait accompli en vue de revenir plus tard aux 193 places initialement prévues ? C'est en tout cas ce que craint *SOS-Abbesses*.

Conclusion : la construction de places de parking étant une affaire juteuse pour les promoteurs, on risque d'entendre encore parler du litige du «tripôle Abbesses».

René Molino

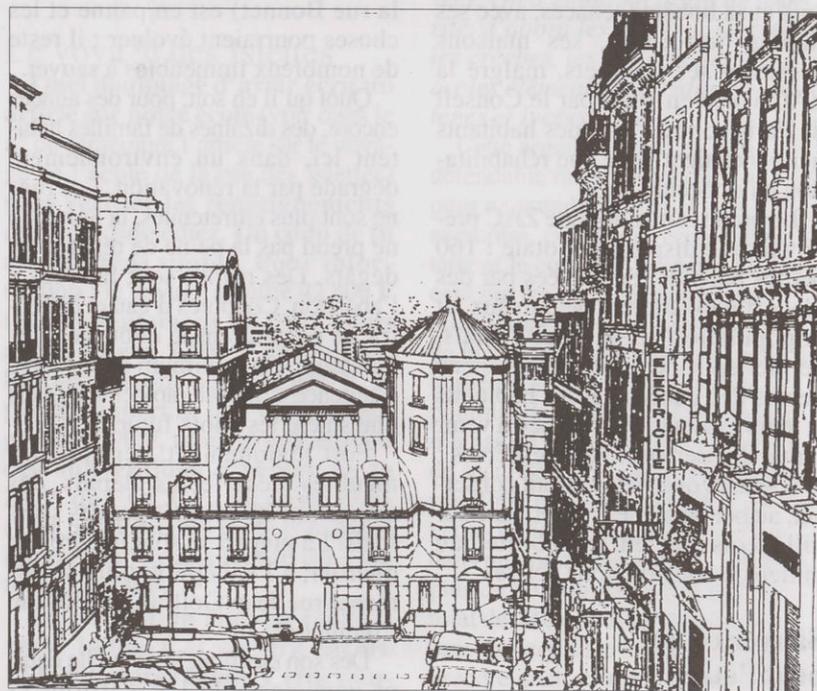
## L'architecte du nouvel immeuble des Abbesses s'est-il trompé de quartier ?

Malgré les procès en cours (voir l'article ci-dessus), le chantier ouvert entre la rue des Abbesses et la rue Véron a continué sans interruption et les murs sont maintenant largement sortis de terre. A la mi-septembre on commençait à monter les charpentes.

Outre le parking souterrain, fortement contesté, le bâtiment comprendra une salle de théâtre pour la danse, les locaux d'une école régionale de danse, et des logements. L'ensemble est l'oeuvre de l'architecte Charles Vandenhove et fait l'objet d'appréciations diverses.

Hervé Martin, auteur du *Guide de l'architecture moderne à Paris* paru en 1990 (éditions Syros-Alternatives), consacrait une page à ce projet et citait les déclarations de l'architecte qui aurait conçu «une construction sinon mimétique, du moins respectueuse de l'architecture néo-classique» du quartier.

Néo-classique, le projet l'est effectivement : chapiteaux ioniques, fronton triangulaire soutenu par des colonnes au-dessus du corps de bâtiment central, à la manière d'un temple grec, encore des colonnes au centre des fenêtres (mais ce sont de fausses colonnes uniquement décoratives et qui ne soutiendront rien), etc... Par rapport au projet initial (voir le dessin), des modifications ont été apportées durant la construction, mais l'allure générale demeure.



Chacun pourra juger de l'effet final, le bâtiment devant être bientôt achevé. Certains aiment ce style «néo-classique», d'autres le détestent. Ce qui est sûr, c'est que, contrairement à ce que dit M. Vandenhove, ce n'est pas celui du quartier. Ces colonnes vraies ou fausses, ces frontons, on peut sans doute en trouver dans le quartier de «la Nouvelle Athènes» (dans le 9<sup>e</sup>, entre la Trinité et la place Clichy), mais pas aux Abbesses ! Comme nous ne pensons pas que M. Vandenhove se soit

trompé d'endroit dans ses repérages, nous devons conclure que l'affirmation selon laquelle il s'est conformé au style architectural du quartier était uniquement destinée à «vendre» le projet. Il a cependant, et c'est à son honneur, respecté une des caractéristiques essentielles du site de Montmartre en dessinant un bâtiment à plusieurs hauteurs, avec une partie centrale plus basse sauvegardant le point de vue sur Paris que l'on a depuis le haut de la rue Ravignan.

R.M.

# Le «Bus des Femmes», havre de paix dans la vie des prostituées

Le «Bus des Femmes» stationne chaque semaine, de jour comme de nuit, en divers points de la capitale (porte de la Chapelle, cours de Vincennes, rue St-Denis, etc.), avec pour objectifs prioritaires la réduction du Sida par l'information, l'accueil, les conseils, les soins, la distribution gratuite de préservatifs aux différentes catégories de prostituées.

**G**aré entre deux gros camions, dans la chaleur suffocante d'un jour d'été embrumé par la pollution, le «double deck» anglais peint en rouge, orné à l'avant d'un dessin représentant un papillon débarrassé de ses talons-aiguilles, stationne près de la porte des Poissonniers, avec vue sur l'asphalte poisseuse du boulevard Ney, et sur les parois lépreuses du pont de béton, décor misérable dans lequel évoluent les prostituées.

Mais à bord de l'autobus ventru, la chaleur est humaine. Lise et Béa, elles-mêmes anciennes «femmes de la rue», accueillent, «sans juger ni moraliser», les filles, dont l'anonymat est respecté : trouver, pour celles qui sont sans domicile, un endroit pour dormir, expliquer l'importance du vaccin contre l'hépatite, prendre un rendez-vous chez un médecin ou un dentiste, noter les requêtes diverses... sans compter la parole ou le geste qui reconforte. Sur une table basse entre trois banquettes de moleskine fatiguées, petits gâteaux, jus de fruit, eau, café atten-



Noël Monier

dent les passantes du boulevard qui se présentent par petits groupes.

On fait provision de préservatifs, on se repose, on bavarde, on s'informe auprès de Mme Braggiotti, responsable de l'association du Bus des Femmes, du Dr Catherine Vaudon, gynécologue, de Mme Roesch, agent d'accueil de la Caisse d'assurance maladie. C'est un moment de paix dans une vie effroyablement dure.

## Marie, Jenny, Irina racontent

Mini-jupe et débardeur noir, démarche vacillante, Marie a le regard vague et le sourire tendre des gens exténués. Elle s'affale sur un banc, se désaltère, explique entre deux bouffées de cigarette que «les femmes viennent à la Chapelle pour travailler et pour la came», que même «les filles de Vincennes» viennent dans le quartier. Avec en prime la peur des agressions et, à l'aube,

la rafle policière.

Alors que Lise et Béa s'emploient à trouver un «sleep-in» pour Marie qui sommeille sur l'épaule du médecin, Jenny évoque la peur qui lui tient aux tripes à chaque minute. Ce matin, vers 5 h 30, elle a «emmené un mec au bout de la rue». Mais au moment de payer, «il a sorti son couteau» et demandé «du fric» à la jolie blonde aux yeux cernés. «Hé, mec, j'ai 1 franc sur moi. Donne-moi la moitié de mon prix, 200 francs pour me payer une piaule et ma came», a-t-elle répondu. L'agresseur, décontenancé, a rangé son arme et s'est enfui sans payer.

Louison, seul homme admis à bord du bus qu'il pilote, sert du café à une ravissante créole. Elle parle du manque de solidarité entre les filles

en cas d'agression. Maintes fois rouée de coups «pour l'argent ou les papiers», elle n'a dû son salut qu'à l'intervention de quelques routiers de passage.

Avec sa peau laiteuse où des hématomes forment des ombres, ses taches de rousseur et ses yeux gonflés, Irina a l'air d'une gosse maltraitée. Serrant un verre de jus d'orange entre ses doigts maigres, elle parle du «mec qui lui a défoncé la gueule la nuit dernière», la laissant KO sur le trot-

toir, sans argent. Comme en écho, Lydie, silhouette longiligne et dos voûté, explique comment elle a été prise pour cible par le passager armé d'une voiture qui circulait à vive allure sur le boulevard. «Il mitraillait tout au passage.» Seule la rapidité de la jeune fille, «morte de trouille», lui a permis de se mettre à l'abri d'un camion.

Deux très jeunes filles évoquent les bandes d'adolescents qui, parfois, descendent sous le pont pour «jouer aux quilles» avec les prostituées plus âgées qu'ils poussent et repoussent jusqu'à les faire tomber.

Lise et Béa ont trouvé dans un «sleep-in» une chambre où Marie pourra passer la nuit. Celle-ci émerge de son sommeil, aspire une goulée d'air saturé, avale un café et refuse cet asile de nuit où on ne l'autorisera pas à sortir à 2 heures du matin. A bord, personne ne juge, c'est la loi du bus. Marie regagne lentement son bout de trottoir.

Beaucoup de ces filles travaillaient autrefois «en studio», où elles organisaient elles-mêmes leur propre sécurité. Les studios ont été fermés. Ici, en cas d'agression c'est chacune pour soi. Toutes les filles rencontrées confirment qu'elles doivent se défendre seules lorsqu'elles sont en danger. Seuls les routiers qui stationnent près de là (les entrepôts du chemin de fer sont tout proches) viennent parfois à leur secours.

Selon les indications rassemblées par l'équipe du Bus des Femmes, 50 % d'entre elles ont été victimes de violences graves de la part de leurs clients. Avec, parmi leur clientèle, une moitié d'hommes au comportement brutal, et quelquefois des tueurs, elles courent de grands risques. Comment identifier le

## Une femme à l'origine du Bus

Parce qu'elle refusait de voir des prostituées «crever dans la rue», Mme Braggiotti a créé, il y a cinq ans, l'Association des Amis du Bus des Femmes avec le concours de deux cents prostituées ou ex-prostituées. Dotée d'une petite participation du ministère de la Santé (dont elle ne sait pas si elle sera renouvelée en 1996) et de la Communauté européenne, avec l'aide d'un réseau de santé, l'association met à la disposition des femmes de la rue de toutes catégories (françaises, étrangères, occasionnelles ou régulières, toxicomanes...) un bureau d'accueil et d'information et le bus rouge qui stationne dans Paris.

Installé dans des locaux clairs et spacieux, le bureau fonctionne toute la semaine avec quatre à cinq permanents. Ses priorités : l'information et la lutte contre le sida, l'accès aux soins et l'éducation sanitaire.

Pour lutter contre l'exclusion et permettre à celles qui le veulent de s'en sortir, l'association propose aux

femmes, après formation, des emplois de «relais» (CDD) et d'«animatrices» (CDI). Ce système a permis la réinsertion de dix personnes en moyenne par an depuis sa création en 1990.

Mme Braggiotti insiste sur la transparence du fonctionnement de l'association, contrôlée à la fois par les magistrats qui font partie du conseil d'administration et par les ex-prostituées-ex-toxicomanes qui la gèrent avec l'aide de médecins et d'associations sociales. «Parce que la prostitution n'est pas une délinquance» et que «les femmes essaient de vivre», elle est déterminée à se battre pour que le bus continue sa mission. Mais «tout le monde peut se retrouver dehors parce que les pouvoirs publics ne veulent pas aider une action de rue».

Association des Amis du Bus des Femmes, 44 rue René Boulanger, 75010 Paris. Tél. 42 00 78 02.

Suite en page 6

cadavre mutilé de cette femme qu'un client a embarquée à bord de sa voiture avant de la massacrer ? Comment prévenir les massacres ? Mission quasi-impossible aux yeux de l'équipe du Bus qui constate que les témoignages des filles sont vagues et que la plupart d'entre elles sont sans papiers. «Il avait une voiture bleue, je n'ai pas vu la plaque d'immatriculation.», «Elle avait un pseudonyme»...

Mme Braggiotti, qui est à l'origine du Bus des Femmes, parle du «civisme» des prostituées, qui ont accepté d'utiliser systématiquement le préservatif et de ne pas jeter seringues et préservatifs usagés n'importe où : elles les placent dans des sacs de plastique qu'elles déposent dans la poubelle discrètement installée à bord de l'autobus. Elle s'indigne de ce que la Ville de Paris n'ait pas encore accepté de poser dans les quartiers «chauds» de Paris des poubelles en nombre suffisant et vidées régulièrement. «Les filles du cours de Vincennes ont même proposé de financer elles-mêmes leurs poubelles», raconte-t-elle. Mais en vain.

### Les bébés immédiatement placés à la DASS

Gynécologue, le Dr Catherine Vaudon est quotidiennement dans le Bus où les femmes viennent la consulter. A défaut de pouvoir effectuer les examens à bord, elle les oriente vers des consultations gratuites. Pour celles qui sont démunies de papiers et non affiliées à un régime social, «le problème c'est l'hôpital».

Dans le cas des femmes enceintes, dont les clients sont, selon elle, «très friands», les établissements hospitaliers pratiquent l'accouchement des mères sans papiers. Mais dans ce cas, «les nourrissons sont immédiatement placés à la DASS».

Pour aider les prostituées dans la recherche ou l'établissement des papiers perdus ou volés, les informer sur leurs droits sociaux, il y a Marie-Camille Roesch. Agent d'accueil «détachée» par la Caisse d'assurance maladie, cette jeune femme à la voix douce passe quatre heures par semaine au bureau de l'association et dans le bus des femmes.

Il faut savoir en effet que seules ont accès à un régime de protection sociale, celles qui ont exercé une autre profession avant d'être livrées à la rue, ou qui font encore partie de la population active (femmes de ménage, etc.), ou qui ont accédé à des postes de «relais» puis d'«animatrices» du Bus.

Jacqueline Gamblin

## 18e INFOS

# N'Diam : une histoire d'eau et de solidarité

Du Burkina-Faso au Burkina-Faso en passant par le 18e arrondissement de Paris, N'Diam, une petite ONG travaillant pour le développement, raconte une histoire d'eau et de solidarité.

«N'Diam» (l'eau en langue peuhl) est une association fondée en 1991 par Claude Diallo, 36 ans, un géotechnicien et informaticien natif du Burkina-Faso mais vivant en France depuis l'âge de douze ans. Il habite le 18e, au 23 rue André Antoine, siège de son association, avec sa copine Christine, informaticienne elle aussi et vice-présidente de N'Diam.

L'histoire commence il y a dix ans quand Claude, de séjour dans son village sahélien de Siena, province de Sourou, au nord-ouest du pays près de la frontière du Mali, pensa utiliser ses compétences de géotechnicien pour aider sa famille, des bergers peuhl, et leur construire un puits. Et puis il réfléchit : pourquoi les privilégiés, pourquoi ne pas aider tout le village, bergers et paysans réunis, et faire un grand forage collectif ?

### Le moulin à mil géré par les femmes

Ainsi a-t-il créé N'Diam, obtenu des subventions (50.000 F de France-Libertés et 50.000 F de la mairie de Villeurbanne où il habitait alors) et en 1993 deux forages ont pu être réalisés, dans deux villages voisins, Siena et Biba, atteignant des nappes profondes et permettant d'avoir de l'eau potable en continu.

Ce n'est pas tout. N'Diam ne veut pas pratiquer un simple assistanat ; Claude Diallo est formel : «On donne des idées, on donne un coup de pouce technique, mais ce sont les villageois eux-mêmes qui se prennent en charge, se débrouillent, montent leurs projets individuels et collectifs». Grâce à l'aide de N'Diam, les villages se transforment. Par exemple, l'association a permis d'acheter un moulin à mil que gèrent les femmes de Siena, qui leur facilite le travail mais leur rapporte aussi un peu d'argent lorsque d'autres viennent piler leur mil. Cela servira à acheter un autre moulin.

### Apprendre à stocker l'eau

Par ailleurs, à côté des peuhls et de leurs troupeaux de bœufs, les pay-



Un des puits réalisés par N'Diam dans la province de Sourou.

Les paysans Samos se sont mis à l'élevage des moutons.

sans samos et mossis se sont mis à l'oviculture : on achète des agneaux, on les nourrit vite et bien et on les revend.

Les problèmes d'éducation et de santé sont aussi au cœur de l'aventure : avoir de l'eau, c'est bien, mais apprendre à ne plus la stocker dans de grandes jarres jusqu'à ce qu'elle soit polluée, c'est mieux (50 % des maladies et de la mortalité infantile sont dus à l'eau). Et c'est maintenant chose faite.

### Un forage coûte 50.000 F

Le président de N'Diam, sa structure parisienne et la cellule de liaison constituée au Burkina (neuf personnes : médecins, hydrologues, sociologues, spécialistes du développement) ont de multiples autres projets et cherchent de nouveaux crédits, de nouveaux sponsors. En effet un forage coûte 50.000 F (vingt villages avoisinants sont demandeurs), un moulin à mil 30.000 F.

Construire une école coûterait 60.000 F. Organiser l'alphabétisation des adultes (quatre mois à temps plein pour vingt personnes, en saison sèche après les récoltes quand les gens sont désœuvrés) reviendrait à 40.000 F. Installer des panneaux solaires pour éclairer les bâtiments

comme l'école, la maternité, le dispensaire, le moulin, est évalué à 40.000 F. Ainsi Claude Diallo a pris son bâton de pèlerin et lance un appel aux bonnes volontés individuelles ou (surtout) aux institutions (la CEE peut-être) pour continuer N'Diam.

Marie-Pierre Larrivé

N'Diam, 23 rue André Antoine, 75018 Paris

### Le curé des Abbesses n'est resté qu'un an

Jean-Charles de Bruignac avait été installé officiellement comme curé de la paroisse Saint Jean de Montmartre (l'église de la place des Abbesses) en octobre 1994. Moins d'un an après, le voilà parti. Un an, c'est court et il ne peut pas s'agir simplement d'une rotation normale. En fait, le Père de Bruignac, sans doute trop préoccupé du spirituel et pas assez de l'organisation, s'est assez mal entendu avec une bonne partie de ses paroissiens et ce sont ceux-ci qui ont demandé son départ. La cérémonie officielle d'installation de son successeur, Alain Steiger (natif des Batignolles), aura lieu le 14 octobre, mais il est en place depuis août.

# Logements d'urgence : il est urgent... de prendre son temps

Deux mois avant l'hiver, les pouvoirs publics tentent de ne pas renouveler les erreurs du passé en ce qui concerne l'accueil des sans logis, mais les projets de réquisitions, de logements d'urgence ont du mal à déboucher. Alors que, si l'on en croit la mairie du 18e, chaque semaine actuellement des dizaines de familles (en retard de loyers, ou à expiration de bail) sont expulsées.

**C**oup sur coup, en une semaine, les deux échelons de la vie municipale (conseil d'arrondissement et Conseil de Paris) ont été agités par une question : comment gérer le logement des sans-abri qui va encore faire les manchettes des journaux au premier coup de froid hivernal ?

11 septembre : le conseil d'arrondissement du 18e, passablement endormi par l'absence de MM. Chinaud et Debré, retrouve un peu d'animation lorsque la nouvelle majorité de gauche propose deux vœux autour du logement d'urgence. Le premier demande à l'Hôtel de Ville de participer résolument au plan du ministre du Logement Périssol qui vise à proposer, dès cet hiver, 10 000 logements d'urgence. Réponse de la droite, par la voix de Claude Lambert : «*Il faut être positif, aller sur le terrain pour voir les immeubles vides. Si des propositions concrètes sont faites, nous voterons le vœu.*». Réplique de Daniel Vaillant : «*Nous allons demander aux associations de nous aider à répertorier les logements vides. Je peux dès à présent proposer la mise à disposition des lots de la rue Riquet (NDLR: les logements qui ont été «préemptés» par la Ville en vue d'un hypothétique doublement de la rue Riquet) ou du 61 de la rue*

*Myrha, vide depuis dix ans*». Finalement, le vœu sera voté sans les voix de la droite.

Moins débattu, le second vœu demande à la Ville de «*mettre en place un plan de relogement des personnes expulsées*» car, souligne le maire du 18e, «*actuellement dix, vingt, trente familles sont en passe d'être expulsées chaque jour*».

18 septembre : au Conseil de Paris, Jean Tibéri déclare qu'il souhaite créer une «*véritable chaîne de logement allant de l'accueil d'urgence au logement définitif*». Inventaire des mesures : Samu social (sa capacité d'accueil sera portée à 400 lits, soit 120 de plus que l'an dernier), transformation de bureaux en logements, réquisitions, augmentation des capacités en logements d'urgence : plus 2 900 places, annonce M. Tibéri, mais s'il se dit disposé à transmettre à la préfecture «*toutes informations relatives au parc immobilier*», il reste vague sur les éventuelles mises à disposition de logements appartenant à la Ville. Pour ce qui concerne le 18e, à noter la création d'un centre d'hébergement destiné au Samu social et situé boulevard Ney.

Dans le 18e, c'est l'expectative. Elus, responsables associatifs, travailleurs sociaux redoutent un nouveau scénario-catastrophe cet hiver. En effet, les remèdes proposés sont ridiculement en-deçà des besoins : 20 000 personnes seraient sans logis dans la capitale et 60 000 familles en attente d'un logement social. Sans compter les lenteurs administratives qui font craindre que les premières



L'immeuble du 45 rue Marx Dormoy, dont la préfecture a annoncé la réquisition

réquisitions gouvernementales ne soient pas opérantes avant l'hiver.

Des immeubles appartenant à des banques ou des compagnies d'assurances ont été réquisitionnés cet été. Dans le 18e, on trouve une propriété de l'UAP, sise au 45, rue Marx Dormoy qui semble, vu son apparence extérieure, nécessiter des travaux importants ; pour l'instant, aucune information n'est donnée sur le nombre de logements concernés, l'échéancier et surtout les bénéficiaires de cette réquisition.

## A qui seront attribués les logements ?

Selon quels critères seront attribués les logements ? Les associations caritatives se le demandent. Rappelez-vous : l'hiver dernier, Jacques Chirac annonce un plan d'urgence de réquisition et souhaite que ces associations proposent des familles. Quelques mois après, le bilan apparaît bien maigre. Non seulement le nombre de logements mis à disposition est très réduit (environ 400 logements, selon la mairie, dont 48 liés à la réquisition), mais les dossiers introduits par les associations ont rarement abouti. «*Nous avons proposé à la préfecture des familles de taille réduite, toutes en situation régulière*, explique Christine Ledéser, responsable d'Accueil Goutte d'Or (Secours catholique). *Aucune n'a été retenue*». Et pourtant, les besoins sont criants dans ce quartier comme dans d'autres. «*Sur les 700 personnes que nous accueillons dans*

*nos activités, 60 % sont mal logées*».

Quelques projets intéressants (voir encadré) ont pu voir le jour à la suite de la mobilisation de l'hiver dernier. Pour beaucoup, ce véritable mal de société prend racine dans la politique de logement social menée par la Ville de Paris. La nouvelle municipalité du 18e a signifié son opposition aux choix de la Ville lors des deux derniers conseils municipaux en refusant la revente de logements acquis précédemment et en demandant la transformation de programmes PLI (programmes locatifs intermédiaires, c'est-à-dire à loyers moyens) en PLA (programmes locatifs aidés, c'est-à-dire à loyers modérés). «*Actuellement, la moitié des PLI ne sont pas attribués dans l'arrondissement*, estime Christophe Caresche, premier adjoint. *Pas étonnant qu'un F5 sur le boulevard Barbès se loue plus de 7 000 F.*»

Plus généralement, il semble nécessaire de clarifier la situation, d'établir un état des lieux. La nouvelle municipalité se plaint, comme le faisait déjà Roger Chinaud en privé, du manque d'informations délivrées par la direction de la construction et du logement (DCL). «*L'idéal, poursuit le premier adjoint, serait d'avoir une structure de travail entre la DCL et les arrondissements.*» Comme on le voit, l'avancée sur ce dossier suppose un réel partenariat entre les différents échelons municipaux de Paris. Mais pour l'instant, tout le monde s'observe. Les sans-abri peuvent encore attendre...

Noël Bouttier

## Vers un logement définitif ?

A deux pas de la porte de Saint-Ouen, l'impasse Milord accueille depuis mai dernier un centre d'hébergement, comprenant une cinquantaine de logements. La réquisition - en partie ratée - de logements a au moins eu comme effet positif d'encourager certains grands groupes à mettre à disposition des locaux.

C'est ainsi qu'a pu ouvrir ce centre géré par le Secours catholique de Paris qui prend en charge l'accompagnement social des personnes (au moins un tiers sont proposées par le bureau d'aide sociale du 18e). La mairie de Paris s'est engagée à leur trouver un logement définitif au plus tard dans un an et demi.

# 18<sup>e</sup> INFOS

## Maternelles : un bel effort mais peut mieux faire

Quatorze et peut-être quinze classes maternelles nouvelles ouvertes cette année dans le 18<sup>e</sup> : c'est un bel effort mais... «peut mieux faire», estiment les enseignants qui annoncent encore des classes bondées et même des enfants qui ne peuvent être scolarisés. L'académie de Paris a ouvert en juin dernier onze classes (six à Tchaïkovski, quatre à Budin et une rue Joseph de Maistre). Devant l'afflux, elle en a encore ouvert en septembre deux nouvelles, rue de Torcy et une à Charles Hermitte, tandis qu'une autre pourrait s'ouvrir dans le secteur Carpeaux-Lamarck.

Cependant, une semaine après la rentrée, on comptabilisait encore, selon les syndicats d'enseignants, 282 enfants de trois ans ou presque (nés en 1992) en attente. L'académie, elle, contestait ce chiffre, affirmant qu'il y a 424 places vacantes. Erreurs de calcul ? Non, différence de politique éducative. L'académie a fixé une règle : on inscrit 30 élèves par classe (27 en ZEP, zone d'éducation prioritaire) et on n'ouvre une nouvelle classe que s'il reste encore des enfants en rade. Les syndicats d'enseignants se sont donné une consigne pédagogique, «on limite à 25 élèves par classe pour raison de qualité, car la maternelle est une école à part entière et non une simple garderie». Ils aimeraient même pouvoir limiter les effectifs à 20 en petites sections. Reste aussi le problème des locaux : ouvrir de nouvelles classes, c'est bien, mais certaines (comme à Tchaïkovski ou rue de Torcy) sont installées dans des préfabriqués. D'autres écoles en dur sont trop petites. Alors où installer les nouvelles classes ? Comment entasser 30 enfants dans de petites salles ? Comment leur donner l'espace de jeu nécessaire, le local pour la sieste ?

Parlons enfin des enfants de deux ans : Paris est «lanterne rouge» pour leur scolarisation avec 5 % (contre 34 % de moyenne nationale), et le 18<sup>e</sup> lanterne rouge à Paris avec 0 %.

## Le lycée hôtelier Belliard : le «bon plan» pour les élèves... et pour les gens du quartier

Lycée professionnel régional spécialisé dans les métiers de la cuisine et du service de restaurant, le lycée de la rue Belliard a une réputation exceptionnelle : six à sept candidats pour une place. Il est aussi apprécié par les gens du quartier qui peuvent y déjeuner et y dîner, fort bien.

La cuisine est délicieuse et le service impeccable, avec le sourire et la fraîcheur de la jeunesse en prime : ouvert tous les midis du lundi au vendredi et trois soirs par semaine, avec des menus copieux et variés aux prix intéressants (70, 80, 120 F), ce restaurant situé 135, rue Belliard peut accueillir une quarantaine de convives dans sa salle à manger aux harmonies ocre et sienne, et le double si l'on utilise la salle bleu ciel attenante.

Vrai restaurant, avec sa clientèle d'habités : des gens du quartier, de fidèles clubs du troisième âge, quelques antiquaires du Marché aux Pucés tout proche, et beaucoup d'enseignants (tiens, tiens !). Mais aussi établissement pas comme les autres, puisque c'est le restaurant d'application du lycée régional hôtelier Belliard, ex-école primaire de garçons, devenue école de cuisine en 1960 puis lycée professionnel public.

La cuisine est faite par les élèves. Les menus, établis tous les trimestres avec progression pédagogique, ne sont pas affichés mais envoyés aux clients sur demande. Ceux-ci d'ailleurs viennent parfois alléchés par l'annonce d'un plat régional ou exotique, d'une soirée thématique : mexicaine, antillaise, chinoise, ou alors soirée champignons, soirée gibier... ou encore soirée cinéma, soirée musique...

### Lycéens, apprentis, adultes en formation

Le service est également assuré par les lycéens : les moins de dix-huit ans sont libérés le soir à 22 h, les plus âgés, lorsqu'ils sont de service, doivent faire la fermeture, parfois passé minuit, apprenant ainsi la dure loi du métier de restaurateur.

«Bon plan» pour les clients qui ne s'y trompent pas : sans publicité aucune, le restaurant ne désemplit pas de l'année. Mais Belliard est



Le moustachu, c'est le professeur. Les autres cuisiniers, ce sont des élèves.

avant tout un établissement de formation, réputé et très demandé : 400 dossiers pour 60 places en première année de BEP par exemple.

Il intègre trois filières professionnelles avec deux spécialités, cuisine et service de restaurant. La filière lycée compte 340 élèves, du CAP au bac pro, la filière CFA 230 apprentis (avec possibilité de passerelles d'une filière à l'autre) et la formation continue reçoit une centaine de stagiaires adultes. Ces derniers viennent se recycler, apprendre des techniques commerciales, ou l'art de la pâtisserie, etc., il y a là des gens qui changent de vie ou de métier, qui ouvrent un restaurant, mais il y a eu aussi une institutrice désireuse d'entreprendre avec ses gosses une pédagogie ludique basée sur les recettes de cuisine !

### Les filles aussi peuvent être sommelières

«Nos élèves sont recrutés sur dossier et entretien. Nous tenons peu compte du niveau scolaire (30 points seulement sur 145), mais beaucoup de la motivation et de l'attitude de départ : tenue et courtoisie. Nous décelons les aptitudes, nous prêtons plus attention au savoir-être qu'aux savoirs», déclare Catherine Masson, le proviseur. Nous n'avons que 10 % d'enfants de restaurateurs. Pour les autres, c'est souvent, à l'issue de la classe de 5<sup>e</sup>, après une scolarité un peu cahotique, une récupération, une nouvelle chance.» Le taux d'insertion professionnelle à l'issue du cursus est de... 100 %.



Seule ombre au tableau : les filles ne sont que 25 % au lycée et 15 % au CFA. «Il faut convaincre les professionnels que les filles peuvent être chefs de rang, sommelières. Il faut savoir que l'hôtellerie peut être un métier dur, brutal, les horaires sont lourds, le travail de nuit fréquent. Mais les temps changent. Il y a douze ans, il n'y avait pas une seule fille à Belliard.»

Métier dur, oui, mais aussi métier chaleureux, qu'a découvert même le proviseur. Agrégée de lettres, elle ne préside aux destinées du lycée hôtelier que depuis la rentrée 1993. «Nous avons dû mutuellement nous apprivoiser, mais j'ai découvert une intelligence, une culture, un art de vivre, une finesse, un raffinement et une convivialité souvent trop absents du monde éducatif. J'ai assisté à des dîners avec enseignants et parents d'élèves attablés ensemble, les profs de cuisine acclamés par les parents ! Où trouver cela ailleurs ? Et j'ai pu mesurer combien il faut revoir la traditionnelle vision d'une hiérarchie entre enseignement général et enseignement professionnel.»

Marie-Pierre Larrivé

## La municipalité du 18e en «forum» avec les associations

« *Au Forum, associatifs et citoyens !* » C'est le leitmotiv de la nouvelle municipalité du 18e qui a convié tout ce que l'arrondissement compte de responsables associatifs, à une journée de rencontres le 30 septembre à la mairie.

La démarche retenue est la suivante : ces forums organisés autour des six grands quartiers devaient permettre, selon le maire, de « dresser un état des urgences et des priorités » à partir duquel un mémorandum sera rédigé par les élus autour des « propositions d'investissements concernant le 18e ».

Ce mémorandum servira de base pour Daniel Vaillant

lors de la conférence des maires d'arrondissement de novembre chargée de fixer les orientations budgétaires de 1996.

La municipalité espère que le soutien des associations, sur des dossiers comme la scolarisation, l'urbanisme ou l'environnement, permettra de faire évoluer les positions de l'Hôtel de Ville, jusque là intransigeantes. Le pari est difficile mais, à entendre certains élus, c'est le seul tenable pour une municipalité qui manque, pour l'instant, singulièrement de marges de manœuvre... Nous rendrons compte de ce « forum des associations » dans notre prochain numéro.

### Roger Chinaud privé de Sénat

La bagarre entre balladuriens et chiraquiens aura au moins fait un « mort » dans la capitale : Roger Chinaud. Comme nous le laissions prévoir, l'ancien maire du 18e s'est vu recalé de la liste officielle de la droite pour l'élection sénatoriale du 24 septembre à Paris, liste sur laquelle deux places en position éligible étaient accordées à l'UDF et cinq au RPR. A Roger Chinaud (pourtant ancien vice-président du Sénat) ont été préférés Jacques Dominati, patron de l'UDF de Paris (bien qu'il ait été battu lui aussi aux municipales dans son arrondissement, le 3e), et Bernard Plasait. Dominati et Plasait avaient tous deux soutenu Chirac, alors que Chinaud soutenait Balladur.

La gauche unie profite de la désunion à droite (deux listes dissidentes se présentaient) en passant d'un sortant à cinq élus sur Paris.

Le 18e sera représenté au palais du Luxembourg par deux sénateurs socialistes, le sortant Claude Estier et le « tout jeune » Bertrand Delanoë. La droite locale peut nourrir quelque

angoisse sur sa cohésion : Roger Chinaud est de plus en plus marginalisé ; Jean-Louis Debré n'est pas très présent dans l'arrondissement ; Jean-Pierre Pierre-Bloch continue à jouer sa propre partition...

### Une place Dalida bientôt dans le 18e

Dalida pourrait avoir bientôt l'honneur d'une place à son nom, chez elle, sur les pentes de Montmartre. Le conseil d'arrondissement du 18e, sur proposition de Bertrand Delanoë, en a émis le vœu lors de sa réunion du 11 septembre et souhaité que « la petite place située au carrefour de la rue de l'Abreuvoir, de la rue Girardon et de l'allée des Brouillards porte prochainement le nom de place Dalida ». Dalida habitait rue d'Orchampt. Neuf ans après son suicide dramatique, son souvenir reste vivace dans le public populaire, à cause de son talent de chanteuse mais aussi de sa vie sentimentale romanesque. Si ce vœu est ratifié par la Mairie de Paris, l'inauguration devrait avoir lieu le 3 mai prochain, neuvième anniversaire de la disparition de la chanteuse.

### Top chrono rue Boinod pour la Poste

Moins de deux ans après la date prévue, le bureau de poste de la rue Boinod a enfin ouvert ses guichets le lundi 28 août dernier. Des usagers ou des agents, nous ne saurions dire quels étaient les plus surpris. La soudaineté de l'événement a désarçonné les habitants les plus blasés d'un quartier quelque peu délaissé : on n'y croyait plus et c'est arrivé. La poste aurait-elle décidé de faire diligence ?

### L'antenne de la préfecture est fermée

L'antenne de la préfecture de police installée à la mairie du 18e, et où l'on pouvait s'adresser pour faire établir carte d'identité, passeport et carte grise, est fermée pour travaux, probablement jusque vers la fin novembre. Il faut donc désormais s'adresser pour ces démarches aux services centraux de la préfecture. Toutefois, un guichet d'accueil est maintenu à la mairie, où l'on peut se procurer des formulaires et obtenir des renseignements.

## Réouverture sous surveillance de la mosquée rue Myrha

Après être restée fermée durant un mois et demi à la suite de l'assassinat de l'imam Sahraoui, la mosquée de la rue Myrha a rouvert ses portes vers la fin du mois d'août (à une date malheureusement où l'article paru dans notre dernier numéro était déjà en page).

Un des membres du conseil de gestion nous a indiqué que cette période de fermeture a permis d'avancer les travaux d'aménagement exigés par la préfecture de Police pour des raisons de sécurité (le bâtiment étant particulièrement vétuste).

Un nouvel imam remplace l'imam Sahraoui. Moins connu que celui-ci, il ne peut évidemment pas, du moins dans l'immédiat, jouer le même rôle : Abdelbaki Sahraoui exerçait une réelle influence dans le quartier, réglant notamment, tel un arbitre, des problèmes de voisinage, des litiges commerciaux ou autres...

La réouverture des lieux a été placée sous haute surveillance. La police a barré la rue Myrha le premier vendredi (qui correspond à la grande prière des Musulmans), tous les fidèles étant soigneusement fouillés ce jour. Dans les têtes policières, on ne veut surtout pas que se reproduise le scénario du 11 juillet, où la faible présence policière avait permis la fuite des deux meurtriers de l'imam... Reste pour les mois à venir une question sans réponse : à supposer que la piste du GIA se vérifie, quelles conséquences ce règlement de comptes interne aura-t-il au sein de la communauté religieuse musulmane à la Goutte d'Or ?

N. B.

## CE JOURNAL NE PEUT VIVRE QUE GRACE À SES LECTEURS. POUR QUE LE 18<sup>e</sup> DU MOIS CONTINUE, SOUTENEZ-NOUS

- Je m'abonne au 18e du mois : un an (onze numéros), 130 F.
- Je m'abonne et j'adhère à l'association des "Amis du 18e du mois" : 230 F (130 F abonnement + 100F cotisation).
- Je souscris un abonnement de soutien : 500 F (130 F abonnement + 370 F cotisation de soutien).  
(cochez la formule que vous avez choisie)

Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....

Découpez ou recopiez et envoyez, avec le chèque libellé à l'ordre de "Les Amis du 18e du mois", à l'adresse : Le 18e du mois, 7, rue du Ruisseau, 75018 Paris.

# L'affiche nouvelle de la Fête des Vendanges est arrivée

Samedi 7 octobre : Fête des Vendanges à Montmartre, avec le pittoresque défilé partant de la mairie et aboutissant à «la» vigne, au coin de la rue des Saules et de la rue Saint Vincent.

La colline de Montmartre fut autrefois un gros producteur de vin. Mais au cours du XIXe siècle, le vignoble disparut peu à peu. C'est en 1933 qu'un comité d'habitants, créé pour s'opposer à la construction d'un immeuble de six étages rue Saint Vincent, eut l'idée de racheter le terrain, d'y planter de nouveau une vigne et de lancer la Fête des Vendanges.

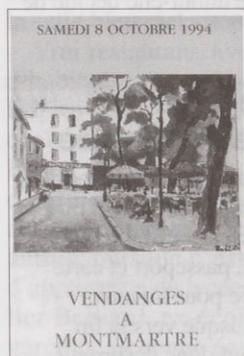
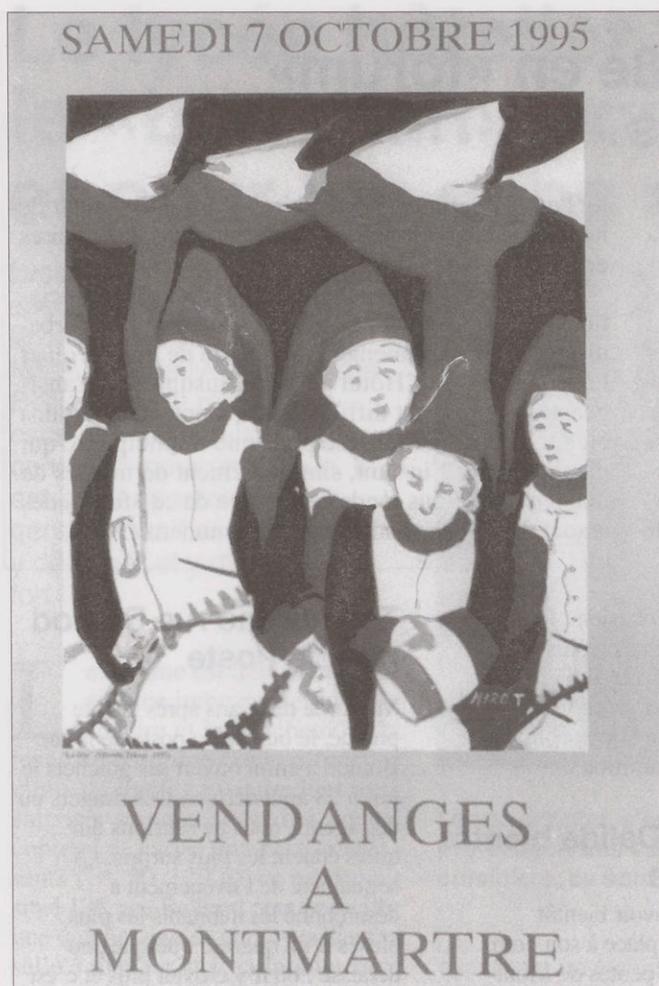
La première marraine de la Fête fut Mistinguett. Celle de 1995 sera la dessinatrice Claire Bretécher (voir le 18e du mois n° 9).

Chaque année une affiche, œuvre à chaque fois d'un peintre différent, est éditée et vendue au profit des œuvres sociales. Celle de 1995 représente, en bleu et rouge, les Poulbots de Montmartre. Elle est due à Hiroshi Takagi (dont on a pu voir des toiles au Salon de l'association *Paris-Montmartre* qui s'est tenue en septembre à la mairie).

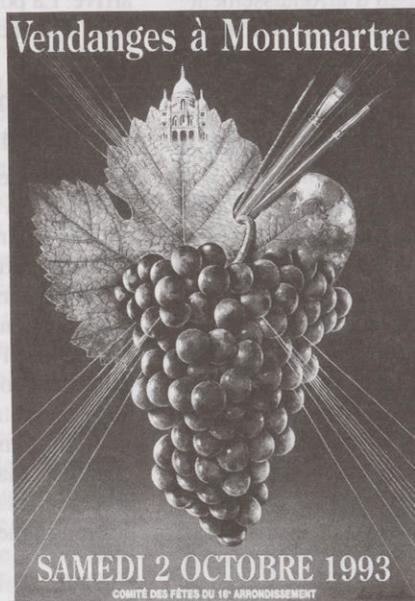
Il existe des collectionneurs de ces affiches. Ainsi M. Truffly, qui habite Montmartre depuis trente ans et tient depuis sept ans le café-restaurant *le Gavroche*, 22 rue Hermel (près de la mairie), possède toute la collection depuis la fin des années 60, et en expose une partie dans son établissement.

Il lui manque toutefois celles de 1971, 72, 73 et 74 (actuellement introuvables), il les a prêtées à un «ami» et craint de ne jamais les revoir. Aussi lance-t-il un appel : quelqu'un peut-il les lui céder, ou au moins lui permettre d'en faire une reproduction ?

Noël Monier



En haut l'affiche 1995 représentant les Poulbots. Ci-contre et ci-dessous quelques-unes des affiches des années passées



## « L'Enfance de l'art, jouets d'Afrique » à la Halle Saint-Pierre

Un paquet de cigarettes, une canette de Coca, un emballage photo, une vieille tong, des déchets de pneus, un tube de médicament, quelques cartons, un morceau de bois et de vagues bouts de fil de fer : ramasser tout ça et créer de super-jouets, bolides d'enfer et poupées craquantes, c'est « l'enfance de l'art » pour les petits doigts agiles et les cerveaux fertiles en imagination des enfants africains. La Halle Saint-Pierre présente, du 19 octobre au 31 décembre, *L'Enfance de l'art, jouets d'Afrique*, une exposition de 140 jouets fabriqués au Sénégal, au Mali, au Burkina, au Ghana et en Guinée, accompagnée de 50 photos de Franco Merici illustrant le cadre de vie de l'enfant africain. L'exposition a été conçue par l'association humanitaire Plan International. Elle arrive à Paris après être passée par le Canada, l'Angleterre et la Belgique. Parallèlement, la compagnie théâtrale La Lune Vague (49, rue d'Orsel) s'installera dans la Halle pour offrir au jeune public un spectacle, *Conte-moi l'Afrique*, et des ateliers d'expression poétique.

La Halle St Pierre, 2 rue Ronsard (métro Anvers). 42 58 72 89.

## L'expo «extra-Ordener» des artistes du 187

Beaucoup de passants se demandent ce qu'est cet immeuble imposant, avec son grand escalier et son hall vitré, au 187, rue Ordener. Il s'agit d'une cité d'artistes : 180 ateliers, une bibliothèque, une salle de conférences-expositions, etc... Du 20 au 22 octobre prochains, les artistes locataires présentent leur travail dans une exposition collective, et ouvrent leurs ateliers au public. 56 peintres, 16 sculpteurs, 3 architectes, 7 graphistes, 5 artisans d'art, 3 musiciens participent à cette opération. Une opération semblable il y a deux ans attira 7000 visiteurs.

Cité *Montmartre aux artistes*, 187 rue Ordener. Vernissage le 20 octobre, ouverture au public le 21 de 14 à 21 h et le 22 de 14 à 20 h. Renseignements : 42 23 00 36.

## Un nouvel atelier de théâtre salle St-Bruno

La compagnie *Théâtre en 2*, dirigée par Sylvie Haggai, metteur en scène, ouvre un nouvel atelier de théâtre à la salle St Bruno (salle des associations de la Goutte d'Or, 9 rue St Bruno), le lundi soir à 19 h 30 et un week-end par mois. Autre activité du *Théâtre en 2*, le «comité de lecture» : depuis un an, Sylvie Haggai propose à ceux qui le désirent de participer une fois par mois à une rencontre sur le théâtre, qui est l'occasion de découvrir des auteurs, lire des pièces, parler de l'actualité théâtrale et culturelle, organiser des lectures publiques (premier mardi de chaque mois à 19 h 30, 54 rue Myrha). Le *Théâtre en 2* organise également des stages et sessions de formation théâtrale (improvisation, réalisation théâtrale et musicale, clowns), et prépare la représentation d'*Orgie*, de Pasolini.

Renseignements : 54 rue Myrha, 75018. Tél. 42 23 83 65 ou 53 41 02 92.

# Mon 18<sup>e</sup> par Françoise Dorin, écrivain

## Enracinée à jamais à la Butte

Elevée au pied de la Butte et y vivant depuis trente-trois ans, Françoise Dorin, auteur de romans et de pièces de théâtre, est une inconditionnelle de Montmartre. A tel point qu'elle n'a pas hésité à écrire un roman historique sur une des premières danseuses de french cancan du Moulin Rouge...

Comment j'ai atterri à Montmartre? On ne peut plus simplement : je suis née au pied de la Butte, dans le 17<sup>e</sup> du côté des Batignolles, Montmartre m'est familier depuis mon enfance. En plus, mon père était chansonnier à Montmartre, entre autres au théâtre des *Deux Anes*... C'est donc tout naturellement que je me suis installée un peu plus haut sur la Butte, il y a maintenant trente-trois ans. Et l'on ne m'en ferait pas partir pour un empire !

Quand j'étais petite, le dimanche, plutôt que d'aller nous promener au square, ma mère nous emmenait dans les coulisses des cabarets. J'étais une des plus jeunes petites filles à aller dans ces lieux de «grandes personnes». Attention, c'était pour les grandes personnes, mais ce n'était pas mal famé ! C'était plutôt bon enfant, et puis quelle époque bénie pour les chansonniers ! Comme il n'y avait pas de télévision et très peu de radio, ils pouvaient garder leurs chansons pendant six mois, car l'actualité ne se désactualisait pas, si je puis dire. C'est ainsi que j'ai pu rencontrer tous les chansonniers de l'époque : Paul Colline, Raymond Souplex, etc. ... Si j'étais une des plus jeunes spectatrices, j'étais aussi une des rares à ne pas rire à «Comment vas-tuyau de Poêle» : ayant été biberonnée avec ce genre de calembour, cela me semblait déjà vieux !

Montmartre reste un endroit privilégié dans Paris. Presque un village... Ça fait un peu cliché, mais j'y ressens une décontraction, peut-être due au fait que j'y habite depuis très longtemps... Tout

le monde me connaît, on ne fait pas spécialement attention à moi. Comme il y a énormément de personnalités ici, les gens ont l'habitude de rencontrer des artistes, ils ne se retournent pas, ne cherchent pas à vous adresser la parole à tout prix. Très curieusement d'ailleurs, je vois peu d'artistes. Parfois si, au hasard d'une rencontre on se croise, tout étonnés on se dit : «Tiens, mais vous êtes là maintenant ?» «Oh mais cela fait dix ans que j'habite ici !» et l'on ne s'était jamais vus auparavant !

En revanche, il y a une chose qui m'agace, c'est quand les gens me disent «C'est bien, Montmartre, mais il faut y aller» ou alors «Oui, c'est bien, mais c'est loin.» Franchement, c'est loin de quoi?

Je me sens tellement bien chez moi que je n'éprouve pas le besoin de m'en éloigner. Les week-ends me sont inconnus et les vacances sont un peu une obligation, car il paraît qu'il faut changer d'air. Il paraît, donc parfois je change d'air, mais je reviens toujours très vite ici.

J'écris uniquement à Montmartre, car j'y trouve une chose précieuse : le silence. Pouvoir l'écouter, c'est mon luxe, mais c'est avant tout mon instrument de travail.

### En quête du Montmartre d'il y a cent ans

Cependant, je n'ai situé qu'un seul de mes romans à Montmartre, mon livre sur Nini Patte en l'Air (1) qui dansait le french cancan avec la Goulue au Moulin Rouge. Ce qui m'a plu, c'était que l'on ne savait rien sur elle, mis à part que vers la trentaine, elle avait créé une école de danse, ce qui lui a valu quelques ennuis avec le commissariat de police car on prétendait que des vieux messieurs venaient assister aux cours de ses jeunes élèves...

Un vrai bonheur car j'ai entièrement imaginé son histoire, évidemment située à Montmartre. Il



y a cinq ans donc, aidée de documents sur l'histoire du quartier et sur l'époque, je me suis mise à explorer Montmartre dans tous les sens pour imaginer comment c'était ici, il y a un peu plus de cent ans.

A ce moment-là, la Butte c'était principalement le «maquis», sur lequel étaient disséminées quelques baraques et où les ânes se promenaient... Ce n'est pas pour rien que la rue de l'Abreuvoir s'appelle ainsi : c'est là où l'on menait boire les chevaux et les mulets.

Pour recréer les lieux de l'époque et pour me mettre dans l'ambiance, j'ai lu beaucoup de choses sur les petites histoires du Montmartre d'alors, notamment sur le cabaret du *Chat Noir* qui était boulevard Rochechouart et où l'on venait s'encanailler avec Aristide Bruant à la fin du siècle dernier. C'était fréquenté non pas par le tout-Paris, mais par le «tout-Monde», entre autres par les rois d'Angleterre, de Belgique, etc... La Goulue a eu des têtes couronnées parmi ses amants ! Toute imprégnée de ces souvenirs que je venais de lire, j'allais me promener boulevard Rochechouart pour mieux situer les lieux, mais peine perdue, je n'y voyais que des couscous frites. Le choc était rude ! Tout a beaucoup changé, même à cette époque-là, le cabaret du *Chat Noir* a déménagé un peu plus bas, ce qui d'ailleurs a donné lieu à une fête incroyable dans Montmartre.

C'était un Montmartre très pittoresque et c'est cette époque-là qui lui a conféré cette réputation... Tout ou presque a disparu, sauf quelques traces comme celles de Van Gogh rue Lepic. D'ailleurs, dans mon livre j'ai un peu parlé de lui. Je lui ai même prêté une aventure qu'il n'a jamais eue. Mais ce que je n'ai pas inventé, c'est que l'on vendait ses toiles sur le boulevard de Clichy, avec les peintres du dimanche. A ce moment-là elles étaient vendues vingt sous les dix ou quelque chose comme cela. En fait je me suis beaucoup amusée à écrire l'histoire complètement fictive de cette femme qui, elle, a bel et bien existé, tout en situant l'intrigue dans un décor décrit avec force détails... Il y avait de quoi perdre le lecteur !

Recueilli par Christelle Le Miller



Le «Maquis» de Montmartre à l'époque de Nini-Patte-en-l'Air, l'héroïne de Françoise Dorin. (Carte postale de 1907)

(1) *Nini Patte en l'Air*, chez Robert Laffont

## A la Goutte d'Or : qui sont ces Léon, Myrha, Polonceau ?

Dans l'entrelacs de petites rues qui forment la Goutte d'Or, beaucoup portent des noms qui peuvent intriguer : rue de Suez ou de Panama, rue de Chartres ou d'Oran, on sait de quoi il s'agit, mais qui sont ces Léon, ces Myrha, ces Cavé, ces Polonceau ?

**□ Rue Myrha : la fille du maire**  
Lorsqu'elle fut ouverte en 1841, la rue Myrha s'appelait rue de Constantine. On la baptisa rue Myrha en 1868, du prénom de Myrha Biron, fille de M. Biron, ancien maire de la commune de Montmartre avant qu'elle soit rattachée (en 1861) à Paris. C'était en quelque sorte pour lui une compensation d'amour-propre.

**□ Rue Léon : le fils du propriétaire**  
La rue Léon était à l'origine une voie privée reliant la rue Cavé et la rue d'Oran. Le nom de Léon lui avait été donné par un propriétaire : probablement le prénom d'un de ses fils. Ce nom resta lorsque la rue devint une voie communale, et lorsqu'elle fut prolongée en 1906 jusqu'à la rue

Marcadet et en 1925 jusqu'à la rue Ordener.

**□ Rue Cavé : un industriel du chemin de fer**  
Dès son ouverture en 1841, cette rue reçut le nom de François Cavé, riche et puissant patron de l'industrie mécanique, qui fut un des principaux constructeurs de trains au début des chemins de fer en France. François Cavé (1794-1875) était encore vivant lorsqu'on donna son nom à cette rue, où habitaient nombre d'ouvriers employés justement à la construction des chemins de fer du Nord.

**□ Rue Polonceau : ingénieurs père et fils**  
C'est également de leur vivant que les ingénieurs Antoine Polonceau (1778-1847) et son fils Barthélémy (1813-1859) eurent le plaisir de voir leur nom donné à une rue, en 1842. Le père était constructeur de routes, on lui doit celle du col du Mont-Cenis. Le fils fut un des pionniers de l'architecture métallique et inventa, pour les halles rectangulaires, un procédé moderne de construction de comble avec tirants en fer.

## PORTRAIT

# Danièle Czal : une passion d'institut

**B**londe, souriante, ronde et chaleureuse, Danièle Czalczynski est institutrice depuis 1970, en maternelle puis en primaire. Elle a fait presque toute sa carrière dans le 18e où elle habite - à l'école de la rue Doudeauville puis à celle de la rue Houdon - jusqu'en décembre 1992 où elle est devenue secrétaire générale adjointe du Syndicat national unitaire des instituteurs et professeurs de collège, le SNUIPP, et donc permanente. (1)

«Ça me manque parfois de ne plus être sur le terrain, avec les gosses, confie Danièle Czal. Mais au syndicat je travaille toujours pour eux. Je me place sur le terrain pédagogique, pas sur les revendications corporatistes, là est la cohérence de mon engagement.»

### Le samedi matin, moment privilégié

Fille d'immigrés polonais (mère née en France mais père arrivé en 1949 seulement), Danièle vit et a exercé dans le 18e par choix personnel. «Pour moi, l'école ce fut la promotion sociale et je me sens à l'aise, proche des enfants de ce quartier qui ont le même parcours, utile aussi. C'est ici ma place, pas ailleurs.»

Danièle n'est pas de ces instits qui snobent les parents : «C'est important, dit-elle, de nouer de vraies relations avec les parents et surtout avec les familles défavorisées, les valoriser, les intégrer dans la vie de l'école, sinon les enfants et les parents vivent l'école comme un corps étranger, un hiatus.»

Elle regrette la libération progressive du samedi matin, qui était «un moment privilégié» pour rencontrer les familles et travailler avec elles. Elle se souvient : «Rue Houdon, nous avons constitué des ateliers de soutien le samedi matin avec les parents dans les CP et les CE1, et même associé les classes enfantines. Nous avons constitué des groupes décrochés en lecture et en écriture avec 25 parents et 6 instits. Les gamins qui marchaient bien étaient répartis en groupes de 8 ou 10 pour un adulte, d'autres moins forts à 6 pour un adulte, et ceux qui étaient en grande difficulté étaient seulement 2 pour un adulte. Ce fut une réussite phénoménale, 30 gosses



Thierry Nectoux

en difficultés scolaires graves sortis d'affaire et des résultats dépassant toutes les prévisions pour l'ensemble de l'école.»

«Les difficultés ne sont pas insurmontables, l'échec n'est pas une fatalité, martèle Danièle. Mais pour réussir à combattre les inégalités, il faut le vouloir, se battre sans cesse. Dans le 18e, il y a toujours eu une tradition de combativité chez les enseignants, peut-être parce qu'ils sont souvent jeunes, ce n'est pas un arrondissement très demandé par les anciens bien installés et assis dans leurs habitudes.»

«Espérons seulement, ajoute-t-elle, qu'ils ne vont pas finir par désespérer devant les difficultés, les effectifs surchargés, l'insuffisance des locaux, les classes délabrées...» Mais immédiatement l'incurable optimiste, la battante se reprend : «Tout nous pousse à l'action collective, au travail en équipes, chacun touche du doigt les limites de l'expérience individuelle, du «chacun seul dans sa classe», et cela surtout dans nos quartiers.»

«La solidarité, pour moi, c'est ancré dans mes habitudes, c'est profond, indestructible. Cela vient de mon enfance quand j'habitais les tours des grands ensembles du côté de Bolivar. A cette époque, l'engagement collectif était simple, peut-être un peu simpliste, plus politique que maintenant où on est plus sceptique, mais je crois que de nouvelles solidarités se créent, un nouvel humanisme se construit. Je le ressens d'ailleurs au syndicat et c'est un grand espoir, un vrai», conclut Danièle.

Marie-Pierre Larrivé

(1) Le SNUIPP est un des syndicats de la FSU.



## LIBRAIRIE L'Humeur vagabonde

44, rue du Poteau, 75018 Paris  
Tél. 42 23 23 15. Fax 42 23 23 39.

Du mardi au samedi 10 h - 20 h,  
et le dimanche 10 h - 13 h.

12 000 titres en stock  
Rayons : Littératures  
Jeunesse, BD  
Arts  
Sciences humaine  
Policiers

Carte de fidélité  
Commandes clients

L'Humeur Vagabonde

# 18<sup>e</sup>

HISTOIRE

## Jules Joffrin l'ancien Communard devenu premier conseiller municipal socialiste de Paris

Jules Joffrin : pour les Parisiens d'aujourd'hui, ce nom évoque une station de métro et une place dans le 18<sup>e</sup>. Peu de gens pourraient dire qui était Joffrin. Pourtant, lors de ses obsèques le 16 septembre 1890, 200.000 personnes suivirent le cortège funéraire de la rue des Cloÿs au Père-Lachaise, rendant hommage à un homme dont la vie avait été vouée au militantisme politique.

**P**ourquoi la postérité a-t-elle oublié Jules Joffrin ? L'absence d'écrits de sa main l'explique en partie, liée au fait qu'il fut essen-



**Après la proclamation de Joffrin comme député du 18<sup>e</sup> en 1889, la presse favorable à Boulanger se déchaîna contre lui. Ce dessin, paru dans Le Pilon (1<sup>er</sup> déc. 89), se moque de lui à cause de son origine ouvrière et de son manque d'instruction : il avait dû quitter l'école à douze ans.**

tiellement un homme de terrain. Joffrin s'est affirmé avant tout en tant que militant ouvrier déployant une intense activité politique, d'abord dans le 18<sup>e</sup> arrondissement, puis sur le plan national dans l'organisation du mouvement socialiste et dans la lutte contre la prise du pouvoir par le général Boulanger.

Né en 1846 – son père est facteur rural dans l'Aube –, Jules Joffrin doit quitter l'école à douze ans pour travailler. En 1864, il vient à Paris où il est ouvrier. Il y découvre une vie politique en effervescence : les oppositions au Second Empire s'organisent, marquées entre autres par le développement du mouvement ouvrier (Manifeste des Soixante, création de la première Internationale). Il se lance dans le militantisme et fréquente les milieux de l'Internationale dont il rejoint les rangs en 1870. Parallèlement il participe au mouvement syndical et fonde en 1868 la Chambre syndicale des mécaniciens de la Seine.

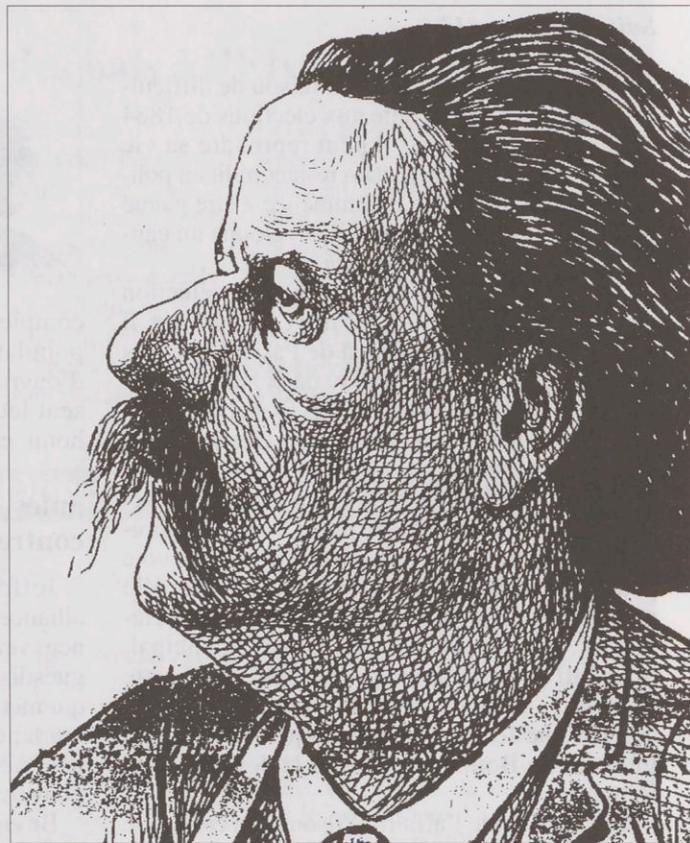
### L'exil à Londres

Dès la fin de la guerre de 1870, le 28 janvier 1871, démobilisé, il reprend son activité militante dans le 18<sup>e</sup> arrondissement. Mais la déception de la défaite et les terribles conditions de vie à Paris conduisent au soulèvement populaire de la Commune, qui se déclenche le 18 mars. Joffrin participe dès le premier jour au mouvement, même si son action est modeste ; il combat courageusement à la mairie du 18<sup>e</sup> lors de la Semaine sanglante du 21 au 28 mai. Condamné par contumace à la déportation en Nouvelle-Calédonie, il réussit à fuir Paris et rejoint Londres.

Son exil dure huit années. A Londres, il travaille comme mécanicien et se mobilise au sein des associations d'exilés, réclamant l'amnistie et la libération des déportés de Nouvelle Calédonie. Il fréquente les Trade Unions (syndicats anglais) et fait l'apprentissage des idées développées par Karl Marx, qui à cette époque sont encore peu connues en France.

En 1880 l'amnistie est votée. Joffrin rentre à

Paris avec les autres Communards. Le premier parti ouvrier socialiste français vient d'être créé en 1879 au congrès de Marseille, à l'initiative de Jules Guesde et avec l'appui de Marx. Sa doctrine est basée sur l'idée collectiviste. Dès son retour, Joffrin adhère à ce parti et se présente sous ses couleurs aux élections municipales dans le 18<sup>e</sup>, dans



le quartier des Grandes Carrières, en janvier 1881. Il obtient 458 voix sur 4.151 suffrages exprimés. Déception. Pourtant il ne se laisse pas abattre. Il se présente aux élections municipales de Saint-Denis en août 1881 : 2.305 voix sur 16.629 suffrages exprimés. Ces deux échecs le poussent à porter ses premières critiques sur le parti ouvrier, notamment sur l'autoritarisme de Jules Guesde.

Joffrin poursuit son implantation dans le 18<sup>e</sup>, animant des réunions et conférences sur le socialisme. Finalement, aux élections municipales du 7 mai 1882, il est élu au second tour dans les Grandes Carrières. C'est le premier succès électoral socialiste au Conseil de Paris et cela rend Jules Joffrin très populaire au sein du Parti ouvrier français.

Mais celui-ci connaît des luttes intestines, l'influence de Marx et le sectarisme de Guesde gênant certains adhérents. La scission est consommée au congrès de Saint-Etienne le 24 septembre 1882 : autour de Paul Brousse se forme un autre parti, la Fédération des travailleurs socialistes. Joffrin suit Paul Brousse et devient un des dirigeants les plus influents de ce nouveau parti, qui sera surnommé «parti possibiliste».

### La première esquisse des HLM

L'action de Joffrin au conseil municipal de Paris est limitée, car parmi les 80 élus il est le seul socialiste. Faute d'appuis, il est dans l'impossibilité de promouvoir des réformes. Il fait de nombreuses propositions qui n'aboutissent pas mais qui traduisent ses préoccupations. Ainsi il émet l'idée de créer des logements à bon marché sur les terrains appartenant à la Ville de Paris (première esquisse des futures HLM publiques) et d'ouvrir des «ateliers nationaux» pour faire face à la crise économique qui sévit à partir de 1882.

Sa situation financière est dramatique, la charge de conseiller municipal n'étant pas rémunérée tout en l'empêchant d'exercer un travail. Il reçoit du parti des allocations pour survivre, mais celles-ci sont irrégulières et insuffisantes. Plusieurs fois

Suite en page 14

il menace de démissionner en raison de difficultés financières. Sa défaite aux élections de 1884 ne le chagrine pas car il peut reprendre sa vie d'ouvrier mécanicien, tout en restant militant politique. La même année il commence à être gagné par le mal qui l'emportera : il développe un cancer de la lèvre et se fait opérer.

En janvier 1886, à l'occasion d'une élection complémentaire dans le quartier Clignancourt, il revient au conseil municipal de Paris. Cette fois il n'est plus seul : il y retrouve deux autres socialistes élus en 1884. Ensemble, ils font aboutir plusieurs revendications, notamment la création d'une Bourse du travail (1).

C'est à cette époque qu'est décidée la construction d'une nouvelle mairie place Sainte-Euphrasie (aujourd'hui place Jules-Joffrin) ; Joffrin vote pour. Sa popularité dans le 18e lui vaut d'être réélu en 1887 dès le premier tour ; cette fois les socialistes se retrouvent à dix au conseil municipal, dont Joffrin devient vice-président. Mais cette année 1887 va marquer les débuts d'un autre grand combat que Joffrin mènera jusqu'à sa mort : la lutte contre Boulanger et pour la défense de la République.

Le scandale de l'affaire Wilson (2) a contribué à discréditer la République et favorisé l'émer-



gence d'un nouveau venu en politique, le général Boulanger, démagogue dont la popularité se traduit à travers des manifestations. Joffrin, tout de suite, y voit un danger pour la République. Il se rend d'autant mieux

compte de la situation qu'il vit au milieu de la population du 18e, constituée principalement d'ouvriers, touchés par le chômage et qui se laissent leurrer par Boulanger en qui ils voient un homme capable de faire changer les choses.

### Jules Joffrin se présente contre le général Boulanger

Joffrin et les possibilistes cherchent des alliances pour lutter contre Boulanger. Ils se tournent vers les autres courants socialistes ; mais les guesdistes refusent de s'engager dans un combat qui met de côté la lutte des classes ; dans d'autres tendances socialistes, on trouve même des hommes attirés par le boulangisme par haine des gouvernements en place.

Brousse et Joffrin se tournent donc vers les radicaux. Avec notamment Clémenceau, ils fondent le mouvement «cadettiste» (nom qui vient du lieu où ils se réunissaient, rue Cadet) en mai 1888 pour lutter contre Boulanger. Mais cet accord avec les radicaux, parti «bourgeois» avec lequel les socialistes avaient jusqu'alors refusé toute alliance, est vivement critiqué, non seulement chez les guesdistes mais aussi au sein des possibilistes. Joffrin est accusé de trahison. Il justifie son engagement par la volonté de préserver la République, sans laquelle aucune action en faveur des idées socialistes ne serait possible. Il doit cependant démissionner du mouvement cadettiste en juillet 1888, sans pour autant abandonner la lutte contre le boulangisme.

Au début de 1889, une élection législative partielle a lieu à Paris. Boulanger s'y présente. Joffrin préconise une alliance de tous les républicains. Mais Boulanger est largement élu. La République réagit ; Boulanger, accusé de vouloir renverser le régime, est condamné à la déportation pour atteinte à la sûreté de l'Etat en août 1889. Il fuit à Bruxelles. Mais il a toujours des soutiens en France.

Et voici les élections législatives générales de septembre 1889. La candidature de Boulanger est déposée à Paris dans le 18e. Joffrin se présente contre lui. C'est un moment particulièrement dramatique de son existence : il a de grosses difficultés pour se nourrir car, malgré plusieurs opérations, son cancer de la lèvre a gagné toute la partie basse de son visage et l'intérieur de sa gorge.

Boulanger est élu dès le premier tour par 7.816 voix contre 5.507 à Joffrin. Mais la Chambre déclare que Boulanger était inéligible, annule donc son élection et proclame celle de Joffrin. (3)

En raison de la manière dont il est devenu député, Joffrin est l'objet d'attaques très violentes, de la part des boulangistes bien sûr, mais aussi des radicaux qui critiquent le non-respect du suffrage universel. Il lui est pratiquement impossible de prendre la parole à l'Assemblée sans se faire huer. De toute façon son état de santé l'oblige à s'absenter de plus en plus souvent. En mai 1889 il prend définitivement congé de l'Assemblée. Il meurt le 15 septembre 1890.

Julie Charny-Dumoulin

- (1) Les Bourses du travail, qui se multiplient à cette époque, sont des lieux ouverts à tous les ouvriers d'une localité, où l'on discute de l'emploi et des salaires, et qui deviennent des lieux centraux de la vie ouvrière et du syndicalisme.  
 (2) Wilson, gendre du président de la République Jules Grévy, trafiquait de son influence pour l'obtention de la Légion d'Honneur.  
 (3) Le boulangisme s'éteindra rapidement. Boulanger lui-même se suicidera en 1891.

## Les «possibilistes»

Le programme qu'avait défendu Joffrin dans sa campagne électorale pour l'élection de janvier 1881 dans le 18e fut une des causes de la scission du Parti ouvrier français en 1882 : Guesde reprochait à ce «programme de Montmartre» de faire trop de place aux revendications concernant la démocratie (révision de la Constitution, suppression du Sénat, etc.) au détriment des revendications spécifiquement ouvrières (journée de huit heures, minimum légal des salaires, abolition de l'héritage pour les moyens de production) et surtout de l'affirmation du projet révolutionnaire.

Paul Brousse, Jules Joffrin et leurs amis répondaient : «*Nous préférons abandonner le tout à la fois pratiqué jusqu'ici et qui finalement n'aboutit qu'au rien du tout, fractionner le but idéal en plusieurs étapes, immédiatiser en quelque sorte nos revendications pour les rendre possibles.*» (article paru dans le journal *Le Proletaire*). Jules Guesde répliquait : «*Y aurait-il place dans nos rangs pour ce nouvel opportunisme ? Est-il possible, sous prétexte de résultats électoraux, sous couleur de possibilisme, de remettre en question le terrain gagné par la doctrine révolutionnaire ?*» (article paru dans *L'Egalité*). C'est ainsi que les partisans de Brousse et Joffrin furent surnommés «possibilistes».

Le parti créé par Brousse allait connaître à son tour, en octobre 1890, un mois après la mort de Joffrin, une nouvelle scission, sous l'influence de l'ancien communal Jean Allemane qui reprochait à Brousse d'être trop électoraliste et trop prêt aux compromis avec les partis «bourgeois».

En 1900, le mouvement socialiste français est divisé en cinq partis différents (sans compter de nombreux «indépendants», parmi lesquels Jaurès). Il se réunifiera en 1905.

## Ça s'est passé en octobre

### 1870 Durant le siège de Paris, Gambetta s'envole en ballon de Montmartre

La guerre franco-prussienne de 1870 tourne au désastre. Napoléon III est fait prisonnier à Sedan avec son armée. Le 4 septembre, la République est proclamée et décide de continuer le combat. Mais Paris est assiégé, la famine s'installe. Une délégation envoyée à Tours pour lever en province une armée qui prendrait les Prussiens à revers, se révèle impuissante.

Gambetta, ministre de l'Intérieur, décide d'y aller pour activer les choses. Mais comment sortir de Paris ? Gambetta a l'idée de prendre la voie des airs. Depuis août, deux hommes passionnés d'aérostats, l'entrepreneur Duruof et le photographe Nadar, ont convain-

cu l'état-major de Paris de créer une section de ballons permettant d'observer les mouvements ennemis et d'acheminer le courrier vers la province. Les ballons sont fabriqués à l'Elysée-Montmartre, boulevard de Rochechouart, et s'envolent de la place St-Pierre au sommet de la Butte.

Le 7 octobre, à bord de l'*Armand Barbès*, en présence d'une foule énorme Gambetta s'envole. Il réussira à atterrir derrière les lignes prussiennes, lèvera une armée de 600.000 hommes, mais celle-ci ne parviendra pas à s'approcher de Paris qui capitulera en janvier 1871.

### 1889 Le Moulin Rouge remplace le bal de la Reine Blanche

Le vieux bal de la *Reine Blanche*, place Blanche, a eu ses heures de gloire, mais à la fin des années 1880 il est vieillot et n'attire plus grand monde. L'entrepreneur de spectacles Charles Zidler le rachète et décide de créer à cet endroit un établissement à la mode, capable de faire venir un immense public. Ce sera le *Moulin Rouge*. A la place du vieux bâtiment, il fait construire la spectaculaire façade imaginée par le des-

sinateur Willette, avec ses fausses ailes de moulin. Dans de grands jardins, qui peuvent accueillir 6.000 personnes, il installe des attractions : promenades à dos d'âne et même d'éléphant, palais espagnol, etc... La grande salle, inaugurée le 5 octobre 1889, est animée par une troupe de danseuses et de danseurs qui deviendront célèbres : la Goulue, Valentin le Désossé, Nini Patte en l'Air, Grille d'Egout, Cha-U-Kao...

# Rencontre avec un poète de Bosnie-Herzégovine

Pour la troisième année consécutive, l'association Les Parvis Poétiques, en collaboration avec la Halle Saint-Pierre, invite des poètes venus d'ailleurs à lire leurs propres textes ainsi que des poèmes appartenant à leur culture, leur langue, leur patrimoine.

Dans ce lieu, particulièrement convivial, le public a déjà pu découvrir Andrée Chédid, Edouard Marnick et l'île Maurice, Yvon Le Men et les poètes celtés, Jean Metellus et Jean-Claude Charles, exilés d'Haïti, des poètes et des poésies venus de Tunisie, d'Algérie, de Suède, d'Égypte, et Serge Pey d'Occitanie, etc...

La première soirée de la saison 95-96 sera consacrée à un poète bosniaque : Kolja Micevic. Ce sera l'occasion d'entendre la voix de poètes qui nous parlent d'un pays qui s'est appelé Yougoslavie. Les sinistres clameurs qui nous assaillent tendraient à faire oublier que les poètes de cette région d'Europe ont été les porte-parole des échanges entre nos cultures, nos langues, nos littératures.

Ainsi Kolja Micevic. Né le 15 février 1941 à Banja Luka, en Bos-

nie-Herzégovine, il vit en France depuis 1992. Poète, essayiste, il est aussi traducteur de Gongora, Lorca, Shakespeare. Amoureux de la poésie française, il s'est fait l'interprète en serbo-croate de Villon, des troubadours, de La Fontaine, Sade, Hugo, Baudelaire, Mallarmé (un de ses maîtres), Ségalen, Valéry, Guillevic...

Auteur d'une dizaine de recueils (dont certains, écrits directement en français, sont étonnants de liberté et de trouvailles linguistiques), Kolja Micevic nous présentera son œuvre en perspective avec la poésie de son pays.

A l'issue de la lecture, Danièle Fournier et Marc Delouze, responsables des Parvis Poétiques, présenteront la programmation de la saison. Animation musicale assurée par Les Mutins de la Compagnie de la Dernière minute : Bruno Le Bris à la contrebasse, Mikaël Ferral aux percussions et Dorothee Pasant, jongleuse.

Mercredi 4 octobre, de 19 à 20 h, Halle St Pierre, 2 rue Ronsard, Paris 18e. Entrée et participation libres.

(Tél. 42 58 72 89 ou 42 51 64 28.)

## Tristan Corbière : 150 ans après Montmartre s'en souvient

Classé parmi les «poètes maudits» que Verlaine redécouvrit et édita à la fin du siècle dernier, Tristan Corbière (1845-1875) n'échappe encore pas tout à fait à cette étiquette : seules cette année les villes de Morlaix et de Roscoff (où il passa la plus grande partie de sa vie) avaient jusqu'à présent célébré le 150e anniversaire de sa naissance. Deux Bretonnes de Paris, Michèle Vergnes et Danielle Le Bricquier, ont décidé de nous inviter à découvrir ou redécouvrir ses écrits qui restent quelque peu déroutants.

Tristan Corbière a publié de son vivant un unique recueil, *les Amours jaunes*, qui passa presque inaperçu lors de sa parution, mais que Verlaine et plus tard les surréalistes placèrent très haut. Venu à Paris en 1872, il s'installa à Montmartre pour être près de l'appartement de son inspiratrice, la comtesse de Battine, qui habitait boulevard de Clichy.

Pour en savoir plus, durant quinze jours, du 15 au 31 octobre, Michèle Vergnes, de la librairie *Dérives*, consacre sa vitrine à Tristan Corbière et Danielle Le Bricquier et Raâk orga-

nisent les 20, 21 et 22 octobre une exposition et des lectures de poèmes à la galerie Michel Ray.



Tristan par lui-même

Librairie *Dérives*, 49 rue Letort, 75018 Paris. Galerie Michel Ray, 17 passage Molière, 75003 Paris, (tél. 40 27 03 22).

L'œuvre de Tristan Corbière se trouve dans les collections *Poésie-Gallimard* et *Orphée* ainsi que dans un volume de la collection *Bouquins* (où on trouve également Rimbaud, Lautréamont et Charles Cros).

## Reprise des bals à l'Elysée Montmartre

Après une première année prometteuse, les bals de l'Elysée Montmartre ont repris avec, deux fois par mois, le samedi de 23 h 30 à l'aube, l'orchestre de la Lune Rousse qui joue trois «sets» dans la soirée, le disc-jockey Riad les relayant le reste du temps. Steff, l'ancien saxophoniste du groupe des Garçons Bouchers, l'un

des organisateurs de ces soirées, souhaite retrouver, pour un public mélangé, l'ambiance des «boums» d'antan. Disco, rythm'n blues et musique variée, pas de techno, aucun critère de vêtements ni d'argent, et des bonbons distribués sur les tables.

Elysée-Montmartre, 72 bd Rochechouart, 44.92.45.49.

## Demandez le programme

### CINEMAS

- **Studio 28**, 10 rue Tholozé : programmes au 46.06.36.07.
- **Pathé Wepler**, 8 salles, 140 bd de Clichy et 8 av. de Clichy : programmes au 36.68.20.22.

### THEATRES

- **L'Alambic**, 12 rue Neuve de la Chardonnière (42.23.44.66) : reprise des spectacles à la mi-novembre.
- **L'Atalante**, 10 place Charles Dullin (46.06.11.90) : reprise au 15 novembre.
- **L'Atelier**, place Charles Dullin (46.06.49.24) : jusqu'au 15 oct., *Fin de partie*, de Samuel Beckett, avec Michel Bouquet et Rufus.
- **Dix-Huit Théâtre**, 16 rue Georgette Agutte (42.26.47.47) : Spectacles de danse : 5, 6, 7 oct., Bertrand Lombard et Dominique Brunet ; 12, 13, 14 oct., Christine Gérard ; 20, 21, 22 oct., «les Jalouses» ; 27, 28, 29 oct., «les Jaloux». (Téléphoner pour les horaires.)
- **Espace Acteur**, 14 bis rue Ste Isaure (42.62.35.00) : du 10 au 29 oct., *4' Quarts*, comédie dansée de la Compagnie A Fleur de peau.
- **Le Funambule**, 53 rue des Saules (42.23.88.83) : Jusqu'au 27 oct., *Le Legs*, de Marivaux. Du 28 oct. au 15 nov., la chanteuse Meredith dans des chansons de Piaf.
- **Le Lavoir moderne Procréart**, 35 rue Léon (42.52.44.94) : Jusqu'au 7 oct., *Il faut que l'une ait raison pour que l'autre ait tort*, d'Eugène Durif. Du 16 oct. au 24 nov., *Frère Luis de Souza*, du grand écrivain portugais de l'époque romantique Almeida Garrett.
- **Montmartre-Galabru**, 4 rue de l'Armée d'Orient (42.23.15.85) : Jusqu'au 8 oct. (20 h 30), Haute Surveillance, de Jean Genet. Jusqu'au 29 oct. (22 h), *Voyage sur la planète des mots*, de et avec Jean-Pierre Grégoire. Théâtre jeune public (mercredi et samedi 14 h, vendredi 10 h) : *Elodine enchante Merlin*.
- **Théâtre ouvert**, 4 bis cité Véron, 94 bd de Clichy (42.55.74.40) : 6 et 7 oct., lecture d'*Opéra quantique*, d'Armand Gatti, par l'auteur. Du 16 au 19 oct., «carte blanche aux auteurs».

- **Le Tremplin**, 39 rue des Trois Frères (42.54.91.00) : Jusqu'au 15 oct. (mardi à vendredi), *Sauvés du vent*, d'après Richard Brautigan. Jusqu'au 15 oct. (samedi, dimanche), *Autrefois dans Bagdad*, d'après Florian, Esope, La Fontaine, Alphonse Allais et Alphonse Daudet. Du 18 oct. au 30 nov., *Samuel ou la désaffection*, de Laurent Villate.
- **Le Trianon**, 80 bd Rochechouart (42.52.21.25) : Jusqu'au 2 novembre, *Jazzy Josie B*, comédie musicale sur Joséphine Baker. Du 18 oct. au 31 déc., *Mexico*, opérette de Claude Dufresne et Guy Motta.
- **Halle St Pierre**, 2 rue Ronsard (42.58.72.89) : Les mercredis, samedis et dimanches (15 h 30, 16 h 30), Guignol pour les enfants. Vendredi et samedi 20 h 30, *Achat Machine*, «spectacle de frappés pour consommateurs». Musique : 5, 12, 19 oct., *Portées d'enfer*, d'après Gluck, Gounod, Berlioz, Mozart et Suzanne Giraud.

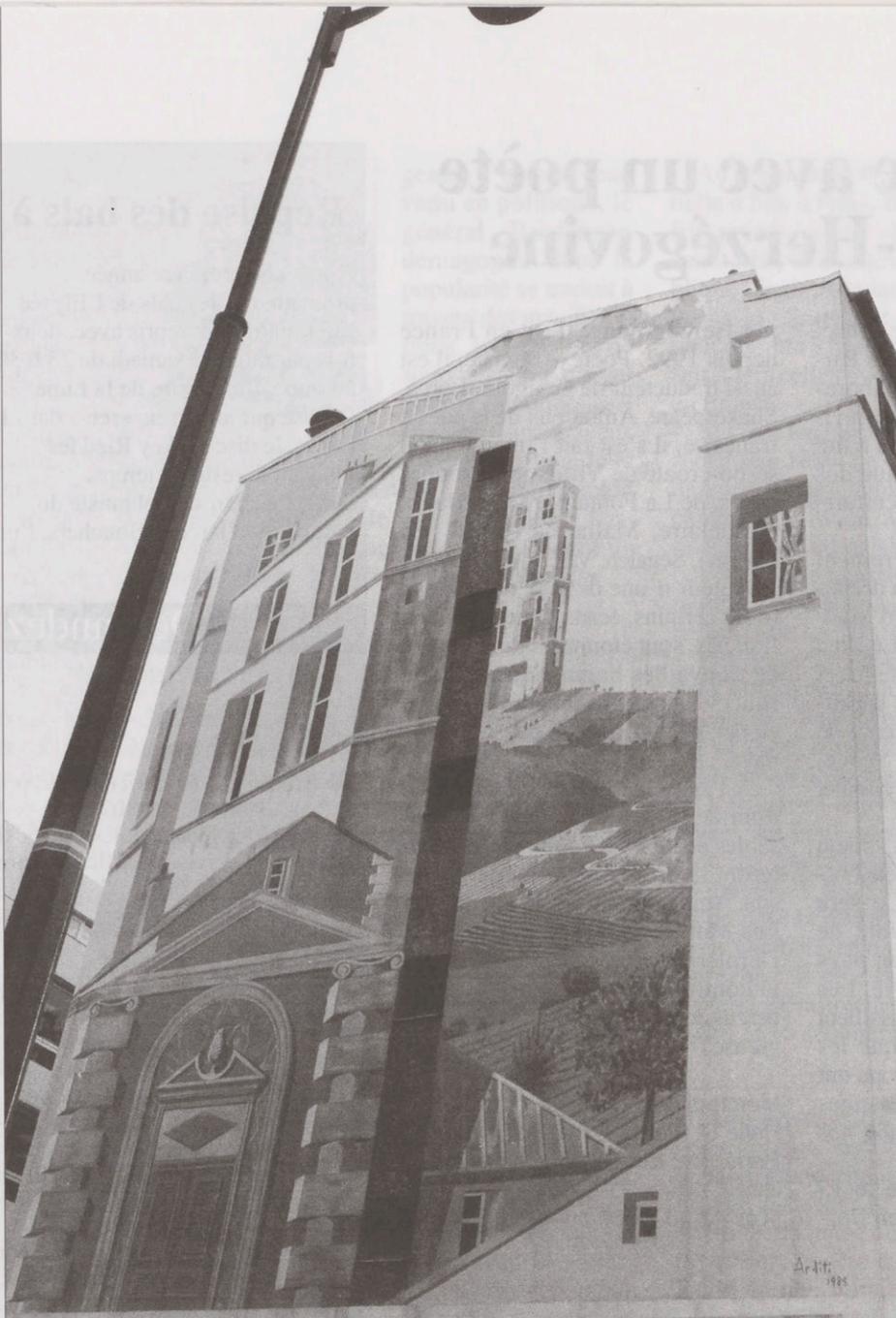
### MUSIC-HALL, ROCK, etc.

- **La Cigale**, 124 bd Rochechouart (42.23.15.15) : 3 au 5 oct., Trio Esperanza. 11 oct., Pascal Obispo. 12 et 13, Hubert-Félix Thiéphaine. 21 oct., Marla Glen. 22 et 23, Marcus Miller. 24, Ben Harper. 2, 3 et 4 nov., Festival des Inrockuptibles.
- **Le Divan du Monde**, 75 rue des Martyrs (42.55.48.50) : Le 9 oct., enregistrement de l'émission *Pollen* de Jean-Louis Foulquier (entrée libre). 13 oct. de 21 h à l'aube, soirée «événement Pibamos» avec Tendance Plus (funk, groove). 21 oct., «événement Pibamos» avec Métisse Production. 26 oct., Polysonnies (chaque mois, trois jeunes groupes d'Ile-de-France), blues.
- **Elysée-Montmartre**, 72, boulevard Rochechouart (programmes 44.92.45.49, réserv. 42.31.31.31) : 10 oct., Death. 14 oct., Toots. 24 oct., Primus. 25 oct., Morbid Angel.
- **Les Blues Heures**, 97 bis rue Championnet (42.62.21.47) : 6 oct., Karibo (soul). 7 oct., Awalé-la-face-B (ska). 13 oct., Tumbleweeds (blues). 14, Diferenças (world music). 20 oct., «Jam et 203» (funky groove). 21, Laura Brams (rock). 27, Gnawa Diffusion (world music). 28, Honey Jet (pop).

# Les murs du 18<sup>e</sup> prennent des couleurs

**F**ini les grands pans de mur aveugles, gris et tristes : de plus en plus nombreux apparaissent des murs-œuvres d'art, des murs-tableaux, peints de couleurs vives, réalisés à l'initiative de la Ville de Paris dans le cadre du programme d'amélioration de l'environnement.

Ce sont les arrondissements dits de l'Est parisien (du 18<sup>e</sup> au 13<sup>e</sup>) qui en ont le plus grand nombre. Les murs sont choisis en fonction de deux critères : la peinture qui y sera réalisée doit présenter un intérêt pour l'espace public (ce sont donc des murs qui sans cela offriraient un aspect plutôt morne) ; et il s'agit, sauf exception, de bâtiments ou de pignons appartenant au patrimoine immobilier de la Ville. Quelques murs peints ont été réalisés par des propriétaires privés ; ceux-ci ont dû obtenir l'agrément de la commission muni-



Rue Duc, derrière la mairie, réalisé par Georges Ardi. (Même la fenêtre en haut à droite est peinte en trompe-l'œil). ◀

Photos Noël Monier

Square Raymond Souplex, à l'angle des rues Damrémont et Marcadet (Une œuvre de Jean-Pierre Stholl). ▼



Le plus récent : rue des Islettes, près de la poste une création d'Antonio Garcia Mulet.

cipale ad hoc. Les peintres, eux, sont choisis par concours. Les artistes intéressés déposent un dossier au service des Murs peints de la mairie de Paris. Lorsqu'un pan de mur à décorer apparaît, ce service le propose à quatre ou cinq artistes qui soumettent chacun leur projet. La commission (composée d'un adjoint au maire de Paris, du maire de l'arrondissement, de représentants de l'administration, de l'architecte des Bâtiments de France et du représentant du Musée d'Art moderne de

la Ville de Paris) décide.

Ces murs peints du 18<sup>e</sup>, en voici quelques-uns. En une page, nous n'avons pas pu présenter tous. Vous pouvez en voir d'autres 129 rue des Poissonniers, au square Léon, rue Polonceau (œuvre de Geneviève Bachellier), rue des Islettes à côté de l'école maternelle (un funam-



Place de Torcy signé par Solnon Masson



Rue Marcadet, à la hauteur du 98



bule, de Dominique Antony), et rue de l'Évangile (superbes éléphants d'Hortense Damiron). Le plus étrange, 42 boulevard Rochechouart (création de Philippe Segond) : celui-ci n'a pas été commandé par la Ville, mais par les magasins Tati ; on y voit une lettre T qui a la forme de celle de l'enseigne de Tati.